

Institut Interaméricain de Coopération pour L'agriculture

Rapport annuel 2011

70^e **IICA** 
1942 - 2012
anniversaire



Réalisations

IICA



Rapport annuel 2011

**Pour une agriculture compétitive et durable dans
les Amériques : réalisations de l'IICA**

Quarante-deuxième session ordinaire de
l'Assemblée générale de l'Organisation
des États Américains (OEA)

Mars 2012

Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), 2012.



Rapport annuel de l'[IICA](http://www.iica.int) sous licence Creative Commons Attribution-Pas d'utilisation commerciale-Partage à l'identique

Disponible en format PDF sur le site www.iica.int.

ISBN 978-92-9248-383-8

L'Institut encourage une utilisation légitime du présent document. Celui-ci doit être cité, le cas échéant, de manière appropriée.

Table des matières

Avant-propos	1
Résumé	3
1. Origine, fondements juridiques, structure et objectifs	7
2. État d'avancement de la mise en œuvre du Plan à moyen terme 2010-2014	8
2.1 Améliorer la productivité et la compétitivité du secteur agricole.....	8
2.2 Renforcer la contribution de l'agriculture au développement des territoires et au bien-être rural.....	21
2.3 Améliorer la capacité de l'agriculture à s'adapter au changement climatique et à atténuer les conséquences, et à mieux utiliser les ressources naturelles.....	26
2.4 Améliorer la contribution de l'agriculture à la sécurité alimentaire.....	29
2.5 Analyse stratégique pour l'agriculture.....	30
3. Modernisation institutionnelle et stratégies	34
3.1 Suivi du processus des Sommets des Amériques.....	34
3.2 Gouvernance.....	35
3.3 Partenariats stratégiques.....	37
3.4 Services institutionnels.....	40
3.5 Obligation de rendre des comptes.....	44
Annexes	
Annexe 1 : Principales réunions organisées par l'IICA en 2011.....	45
Annexe 2 : Déclaration des ministres de l'Agriculture, San José 2011.....	47
Annexe 3 : Projets continentaux exécutés sous l'égide des programmes de l'IICA au siège de l'Institut.....	50
Annexe 4 : Projets multinationaux de coopération technique exécutés avec des ressources du Fonds compétitif de la Direction générale.....	51
Sigles et acronymes	53

Avant-propos

L'année 2011 a clairement montré que l'agriculture doit affronter de formidables défis, tant sur le plan mondial que dans le Continent. Le secteur fait face à des menaces réelles et potentielles dues, entre autres facteurs, à la volatilité des prix des produits de base alimentaires et de certaines matières premières, aux problèmes provoqués par la crise financière et la récession de l'économie mondiale, qui se font sentir aussi actuellement dans la zone Euro, et aux risques de plus en plus fréquents et imprévisibles associés aux phénomènes climatiques et à la répétition des catastrophes naturelles.

Malgré ces circonstances difficiles, dans la majorité des pays des Amériques, l'agriculture a connu en 2011 une meilleure performance que d'autres secteurs de l'économie. Les prix élevés d'un grand nombre des denrées agricoles et l'augmentation de la demande dans les économies émergentes ont profité à plusieurs pays du Continent. Malheureusement, pour les pays importateurs nets de denrées agricoles dont les prix ont augmenté, l'effet a été négatif puisque leurs problèmes de pauvreté et d'insécurité alimentaire ont été aggravés.

Modifier les structures de production, établir un juste équilibre entre politiques macroéconomiques et sectorielles, donner à l'ensemble des politiques publiques concernant l'agriculture le caractère de « politiques d'État » et doter les institutions qui les appliquent d'un statut conforme à leur importance sont autant de questions que les pays doivent considérer, dans le but de mieux contourner les incertitudes que présente aujourd'hui le contexte mondial.

Pour un organisme international qui fournit des services de coopération technique de portée régionale, comme l'IICA, la tâche est très claire : il lui faut promouvoir la recherche de solutions qui aideront ses 34 pays membres à tirer profit des occasions et à réduire au minimum les risques présents dans le contexte international, tout en appuyant les efforts déployés par les pays pour réaliser le développement agricole et rural.

L'événement le plus important pour l'Institut en 2011 a été sans conteste la Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques, sous le thème « Semer l'innovation pour récolter la prospérité », tenue du 19 au 21 octobre de cette année à San José, Costa Rica.

Dans une importante déclaration signée à l'issue de cette rencontre, les ministres du Continent se sont exprimés ainsi : « l'innovation agricole est un catalyseur pour la croissance et le progrès. Nous sommes convaincus qu'il est vital d'encourager l'innovation pour accroître et intensifier la production et la productivité, pour augmenter les revenus, pour réduire la pauvreté et les inégalités, pour réduire les effets néfastes du secteur agroalimentaire sur l'environnement, pour mieux réagir aux désastres naturels, pour assurer un meilleur accès aux nouvelles technologies, pour nous adapter aux changements climatiques et, par conséquent, pour garantir la sécurité alimentaire et améliorer la qualité de vie de tous nos concitoyens. »

Une nouvelle validité a ainsi été donnée au mandat que détient l'IICA depuis 1942, à savoir stimuler, promouvoir et appuyer les efforts de ses pays membres pour réaliser le développement agricole et le bien-être rural. Nous sommes convaincus que seuls un grand effort et un profond engagement à l'égard de l'innovation nous permettront d'affronter les

défis de l'agriculture continentale. Nous croyons fermement que toute ressource investie à l'appui des systèmes nationaux d'innovation portera des fruits qui conduiront à la réalisation d'une agriculture plus efficiente, plus durable, plus productive et plus inclusive. Comme l'ont affirmé les ministres de l'Agriculture, grâce aux investissements et à l'innovation, nous aurons un secteur plus dynamique et capable de se convertir en moteur du développement.

Le présent rapport dresse un tableau des actions que l'Institut a réalisées en 2011 pour s'acquitter de ce mandat. Le travail effectué par l'IICA a été conforme à sa mission d'apporter une coopération technique novatrice qui favorise le développement compétitif et durable de l'agriculture de ses pays membres et, partant, le développement durable au profit des peuples des Amériques.

Pendant l'année 2011, nous avons apporté d'importantes innovations dans notre modèle de coopération technique, dont la formulation des stratégies IICA-pays, mécanisme qui a permis à l'Institut de répondre plus efficacement aux demandes des pays des Amériques. Par ailleurs, l'Institut a poursuivi son travail dans le cadre de ses six programmes de coopération, selon leurs lignes d'action dans des domaines que les pays considèrent prioritaires, comme l'innovation technologique, la promotion des agroentreprises, le renforcement de la protection sanitaire agricole, le développement des territoires ruraux, la sécurité alimentaire et le changement climatique. Dans tous ces domaines, l'IICA a réalisé des activités importantes au profit de ses pays membres.

Nous avons mis en œuvre un vaste programme de projets nationaux, régionaux et continentaux. Nous avons également mis en application des modèles novateurs pour renforcer notre coopération, comme un fonds pour stimuler l'exécution de projets novateurs, grâce auquel nous avons financé 17 projets à caractère multinational, divers réseaux thématiques qui ont renforcé nos capacités techniques et une initiative de séjours professionnels qui a permis d'accroître les ressources techniques dont dispose l'Institut.

À mi-chemin de mon mandat, cette présentation des actions réalisées et des réalisations obtenues en 2011 constitue une nouvelle preuve de notre engagement à rendre des comptes et témoigne de l'importance de l'Institut pour les pays des Amériques. Elle atteste également de notre détermination à nous acquitter des tâches que ces pays nous ont confiées.

Merci beaucoup.

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and lines, positioned above the printed name.

Víctor M. Villalobos
Directeur général

Résumé

La Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques 2011, qui avait pour thème « *Semer l'innovation pour récolter la prospérité* », s'est tenue du 19 au 21 octobre 2011 à San José, Costa Rica.

Les résultats de cette rencontre ont été déterminants pour orienter les tâches présentes et futures de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA). Ces résultats comprennent notamment la Déclaration de San José 2011¹, dans laquelle les ministres se sont exprimés comme suit : « l'innovation agricole est un catalyseur pour la croissance et le progrès. Nous sommes convaincus qu'il est vital d'encourager l'innovation pour accroître et intensifier la production et la productivité, pour augmenter les revenus, pour réduire la pauvreté et les inégalités, pour réduire les effets néfastes du secteur agroalimentaire sur l'environnement, pour mieux réagir aux désastres naturels, pour assurer un meilleur accès aux nouvelles technologies, pour nous adapter aux changements climatiques et, par conséquent, pour garantir la sécurité alimentaire et améliorer la qualité de vie de tous nos concitoyens. »

Une nouvelle validité a ainsi été donnée au mandat que détient l'IICA depuis 1942, à savoir stimuler, promouvoir et appuyer les efforts de ses pays membres pour réaliser le développement agricole et le bien-être rural. Les actions et les activités menées par l'Institut en 2011 ont été conformes à sa mission qui est de fournir une coopération technique novatrice pour impulser la réalisation de la compétitivité et de la durabilité de l'agriculture et, de cette manière, promouvoir le développement durable des peuples des Amériques.

Grâce à la restructuration du modèle de coopération technique, avec la formulation des stratégies IICA-pays et de programmes d'action dans lesquels sont abordés des thèmes prioritaires pour les pays des Amériques, il a été possible de constituer une vaste panoplie de projets nationaux, régionaux et continentaux. Des modèles novateurs ont également été introduits pour renforcer les actions de soutien, comme la mise en place d'un fonds pour stimuler la création et l'exécution de projets novateurs, grâce auquel il a été possible de financer 17 projets multinationaux, déjà en cours d'exécution et d'une durée moyenne de 18 mois, l'intégration de notre personnel technique dans des réseaux thématiques et l'initiative des séjours professionnels, qui a permis d'accroître les ressources techniques de l'Institut.

Par ailleurs, en 2011, a été publié le rapport intitulé « Perspectives de l'agriculture et du développement rural dans les Amériques : regard sur l'Amérique latine et les Caraïbes 2011-2012 », préparé conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). En outre, avec l'envoi aux ministres de l'Agriculture de notes techniques pour la prise de décisions, l'Institut a contribué à l'étude critique et propositive de diverses questions conjoncturelles telles que le changement climatique, le Groupe des Vingt (G-20), l'innovation, le commerce et la sécurité alimentaire, entre autres.

¹ Jointe dans l'annexe 2.

L'IICA a poursuivi son travail dans le cadre de ses six programmes de coopération, selon leurs lignes d'action dans des domaines de haute priorité pour les pays : innovation technologique, promotion des agroentreprises, renforcement de la protection sanitaire agricole et innocuité des aliments, développement des territoires ruraux, sécurité alimentaire et changement climatique. Dans tous ces domaines, l'Institut a réalisé un grand nombre d'activités dans ses 34 pays membres.

Pour promouvoir l'innovation technologique, l'Institut a mis au point des instruments de diagnostic et de développement institutionnel afin d'améliorer les systèmes nationaux de recherche. Il a également impulsé le renforcement des mécanismes d'intégration régionaux pour la recherche ainsi que des capacités en matière d'innovation, notamment dans les pays suivants : **Bolivie, Costa Rica, Équateur, Paraguay, Pérou** et **Uruguay**.

Un programme d'action intense a été mené dans les domaines suivants, entre autres : bioénergie, biotechnologie, agriculture protégée, apiculture, élevage, agrotourisme, agriculture biologique et production sous serre, production de semences. De nouveaux mécanismes de portée continentale ont aussi été mis en place pour l'échange de connaissances, dont notamment le Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire (réseau INNOVAGRO), auquel participent 50 institutions publiques, privées et universitaires.

Afin de renforcer les capacités des secteurs agricoles en matière d'agroentreprises, l'IICA a conçu divers instruments utiles aux petits et moyens producteurs. Il a apporté son soutien pour consolider l'Organisation de l'information sur les marchés des Amériques (OIMA) et collaboré à l'élaboration d'une déclaration ministérielle en faveur de l'accès à l'information, de la transparence et de l'efficacité des marchés, laquelle a été signée par les 32 pays qui font partie de cette organisation. Il a également contribué à renforcer les compétences des entreprises dans les domaines de l'innocuité des aliments, des chaînes de valeur et des coûts de production, ce qui vient s'ajouter à la réalisation d'études et de plans d'infrastructure de production, principalement dans les Caraïbes.

Dans le domaine de la protection sanitaire agricole et de l'innocuité des aliments (PSAIA), 29 pays de la région Amérique latine et Caraïbes (ALC) ont réussi à accroître leurs capacités pour analyser le rendement de leurs services de PSAIA, renforcer la surveillance phyto et zoosanitaire, réaliser des analyses de risques et étudier l'importance socioéconomique des infestations parasitaires et/ou des maladies.

L'IICA a apporté sa collaboration pour que le Continent fasse entendre sa voix dans les comités du *Codex Alimentarius*, participant ainsi à l'établissement de normes internationales en matière d'innocuité. Il a également apporté son appui aux programmes Moscamed et Moscafrut du **Mexique** et réalisé des actions afin de lutter contre la peste porcine et la grippe aviaire en **Haïti**, consolider le service de protection sanitaire agricole de l'**Équateur** et établir un système de traçabilité des troupeaux bovins au **Costa Rica**.

Conscient que l'agriculture contribue de façon importante au développement des territoires ruraux, l'Institut a déployé des efforts pour impulser cette contribution. Il convient de mentionner en particulier l'élaboration du rapport intitulé « État d'avancement actuel des

politiques de développement territorial de l'**Argentine**, du **Brésil**, du **Chili**, du **Paraguay** et de l'**Uruguay** », la coordination de la Plateforme régionale de soutien technique et des commissions nationales dans le cadre de la Stratégie centraméricaine de développement rural territorial et la mise en œuvre du Programme ibéroaméricain de coopération dans le domaine de la gestion territoriale.

Grâce au soutien de l'IICA, dans des territoires comme ceux de Loja, El Oro, Pichincha et Chimborazo en **Équateur**, des états du Nordeste brésilien, d'Apure au **Venezuela** et de Huila en **Colombie**, entre autres, les pays susmentionnés ont réussi à consolider la mise en œuvre de leurs stratégies de développement, qui sont à la base des modèles de gestion des territoires que l'Institut encourage dans les Amériques.

Par ailleurs, l'IICA a participé à l'élaboration de programmes et de projets dans le domaine du changement climatique en lien avec l'agriculture, afin d'inclure cette question dans les programmes nationaux et de définir des modes de production plus respectueux de l'environnement. Parmi ces programmes et projets, citons le Programme d'agriculture intelligente (**Argentine**), le Programme de coopération technique intergouvernementale pour la gestion territoriale de processus d'adaptation de l'agriculture aux effets du changement climatique (**Mésoamérique**), la Loi générale sur le changement climatique (**Mexique**), divers plans d'irrigation en **Colombie** et au **Costa Rica** et les plans agroforestiers d'**Haïti**, de l'**Équateur** et du **Pérou**. En outre, à **Saint-Kitts-et-Nevis**, la **Barbade** et **Sainte-Lucie**, l'Institut a apporté sa coopération pour faire prendre conscience de la nécessité d'utiliser l'eau de façon plus rationnelle.

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, l'IICA a apporté son concours au Sixième Sommet des Amériques en réalisant une étude sur la contribution de l'agriculture familiale et à petite échelle à la sécurité alimentaire. Il a également encouragé l'utilisation de semences certifiées par les petits agriculteurs et consolidé une panoplie de projets pour **Haïti**, dont beaucoup sont déjà mis en œuvre dans ce pays avec l'aide d'organismes donateurs et d'autres organisations internationales. À la demande des ministres de l'Agriculture de l'**Amérique centrale**, l'Institut a conçu un système de détermination de la disponibilité d'aliments de base pour cette région et la **République dominicaine**.

La modernisation institutionnelle constitue une autre priorité des pays. Dans cette perspective, l'Institut a répondu à diverses demandes dans les domaines de l'évaluation des défis socioéconomiques, de la formulation de plans stratégiques et de plans d'investissement, et de la définition de politiques publiques. À ce dernier égard, le travail de l'Institut a conduit à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets nationaux et régionaux qui ont commencé à porter fruit dans les pays. Des plans stratégiques pour les secteurs rural, agroalimentaire et agroindustriel ont été élaborés dans divers pays tels que le **Panama**, **El Salvador**, **Saint-Kitts-et-Nevis**, **Antigua-et-Barbuda**, le **Honduras**, l'**Argentine** et **Haïti**.

Par ailleurs, l'IICA a consolidé ses partenariats de travail avec la CEPALC, la FAO, la Banque interaméricaine de développement (BID), le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) et l'Entreprise brésilienne de recherche agricole (EMBRAPA). À cela viennent s'ajouter divers travaux conjoints réalisés avec le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE), l'Institut de recherche et de

développement agricoles des Caraïbes (CARDI), le Programme alimentaire mondial (PMA), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et diverses instances du Ministère de l'Agriculture des **États-Unis** (USDA) et du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du **Canada**.

Il convient également de souligner l'officialisation, avec le Conseil national de la science et de la technologie (CONACYT) du **Mexique**, d'un programme de bourses qui permettra de mettre à la disposition des professionnels de la région ALC un large éventail de programmes universitaires de spécialisation et d'études universitaires supérieures dans les domaines de l'agriculture et du développement rural.

Afin de pouvoir faire face à une situation financière complexe, et répondre en même temps à la demande croissante de services de coopération de la part de ses pays membres, l'IICA a mis en œuvre un programme d'austérité économique et une stratégie d'amélioration continue. Sur le plan administratif, l'Institut a réussi à normaliser les processus et à accroître les niveaux de contrôle, de telle sorte que maintenant, la gestion de 70 % des ressources et des processus institutionnels est réalisée par le système automatisé de gestion financière (SAP). Parmi les résultats, il convient également de mentionner l'optimisation de l'affectation des ressources de soutien direct à la coopération, la simplification des systèmes d'évaluation du rendement et de gestion axée sur les résultats, l'augmentation de la numérisation des communications, l'utilisation accrue du système de visioconférences et l'amélioration des processus d'achat.

1. Origine, fondements juridiques, structure et objectifs

L'IICA, créé en 1942 par le Conseil de direction de l'Union panaméricaine, est reconnu par l'Organisation des États Américains (OEA) comme étant l'organisme du Système interaméricain spécialisé dans le domaine de l'agriculture et du bien-être de la population rurale.

Sa mission est de :

«...fournir une coopération technique, de l'innovation et du savoir spécialisé pour favoriser le développement compétitif et durable de l'agriculture des Amériques et l'amélioration des conditions de vie des habitants des campagnes dans ses pays membres » (Plan à moyen terme 2010-2014, IICA).

L'IICA aspire à s'imposer comme un chef de file innovateur parmi les institutions de coopération technique en agriculture, reconnu pour ses contributions à la compétitivité du système agroalimentaire, au développement durable de l'agriculture, à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie dans les territoires ruraux des Amériques, grâce à sa force technique et à ses compétences pour relever les nouveaux défis auxquels ses pays membres font face dans le secteur agricole.

En 1980 est entrée en vigueur la nouvelle Convention de l'Institut qui a établi deux organes de direction : Le Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil), composé de tous les États membres², et le Comité exécutif (CE), composé de 12 États membres désignés selon un principe de roulement. Le Conseil tient une réunion ordinaire tous les deux ans, pour délibérer et adopter des mesures relatives à la politique et à l'action institutionnelles. Le CE agit au nom du Conseil, en tant que son organe exécutif, pendant les périodes comprises entre les réunions de ce dernier, et tient une réunion ordinaire annuelle. Le Directeur général est aidé par la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion (CCSQG), entité composée de neuf représentants qui est chargée d'offrir des conseils au plus haut niveau et qui a pour but de faciliter le dialogue avec les États membres.

En 2000, l'OEA, par la résolution 1728 de son Assemblée générale, a reconnu le Conseil comme le forum principal de niveau ministériel chargé de réaliser des études et de forger des consensus sur les politiques et priorités stratégiques de nature à améliorer l'agriculture et la vie en milieu rural dans les Amériques.

Le Directeur général de l'IICA est M. Víctor M. Villalobos, citoyen mexicain.

L'organe exécutif de l'Institut est la Direction générale, dont le siège est situé à San José, Costa Rica. C'est à partir de la Direction générale que sont coordonnées les opérations institutionnelles. L'IICA dispose également d'un large réseau de bureaux répartis dans ses 34 États membres et d'un bureau permanent pour l'Europe, dont le siège est à Madrid et qui a pour mandat de promouvoir les relations et les actions avec des partenaires stratégiques dans l'Union européenne (UE). En outre, l'un des quatre programmes de coopération technique, celui de la promotion des agroentreprises et de la commercialisation, est exécuté à partir de Miami, Floride (États-Unis).

² Les États membres de l'IICA sont les 34 pays membres de l'OEA.

2. État d'avancement de la mise en œuvre du Plan à moyen terme 2010-2014

La Déclaration des ministres de l'Agriculture des Amériques San José 2011 a conféré une nouvelle validité au mandat de l'IICA, à savoir stimuler, promouvoir et appuyer les efforts de ses pays membres pour réaliser le développement agricole et le bien-être rural, en mettant en application les lignes directrices du Plan à moyen terme (PMT) 2010-2014.

L'Institut a orienté son travail sur la formulation de stratégies IICA-pays³ et l'intervention dans des thèmes prioritaires depuis le siège de l'Institut, ce qui a conduit à la création d'une vaste panoplie de projets⁴ visant à produire des « biens publics » sous la forme de mécanismes, arrangements institutionnels, savoir et instruments dans les domaines de l'innovation, des agroentreprises, du bien-être rural, de la protection sanitaire agricole et de l'innocuité des aliments, du changement climatique et de la sécurité alimentaire.

À ce qui précède sont venues s'ajouter l'intégration de réseaux thématiques, la mise en œuvre de l'Initiative des séjours professionnels et l'officialisation de partenariats stratégiques. Grâce à ces mécanismes, l'IICA a été en mesure d'améliorer son efficacité dans la prestation de services de coopération technique à ses membres.

Par ailleurs, l'IICA a mis en marche le Fonds compétitif de la Direction générale pour des projets de coopération technique. Ce fonds finance 17 projets⁵ déjà en cours d'exécution et d'une durée moyenne de 18 mois.

Les sections qui suivent décrivent les principales réalisations de l'IICA en 2011, organisées selon les objectifs stratégiques et les lignes d'action prioritaires définies dans le PMT 2010-2014.

2.1 Améliorer la productivité et la compétitivité du secteur agricole

L'IICA a encouragé des innovations technologiques et organisationnelles qui ont contribué à favoriser la compétitivité et la productivité agricoles ainsi que le bon fonctionnement des marchés agricoles dans ses pays membres. À cette fin, dans ces pays, l'Institut a impulsé le renforcement des capacités des ressources humaines du secteur agricole en matière d'innovation.

Coopération régionale et internationale pour l'innovation technologique

Sur le plan continental, des instances comme le Forum régional de recherche agricole et de développement technologique (FORAGRO) et le Fonds régional pour la technologie

³ Les stratégies IICA-pays concernant les pays d'Amérique centrale, pour la mise en œuvre desquelles l'Institut disposait d'un budget de 4,6 millions USD en 2011, ont permis d'aller chercher des ressources extérieures s'élevant à 56,9 millions USD, dont 48 millions USD servent à financer des projets en El Salvador et 15 millions USD financent des projets au Honduras. À ces ressources, il convient d'ajouter 8,6 millions USD affectés à des projets à caractère régional.

⁴ La liste des projets continentaux en cours d'exécution figure à l'annexe 3.

⁵ La liste des projets financés avec des ressources du Fonds de la Direction générale figure à l'annexe 4.

agricole (FONTAGRO), auxquelles l'IICA participe activement, ont joué un rôle important pour relier et mettre en œuvre le programme continental de recherche et d'innovation et pour positionner l'ensemble de la région dans le système international de recherche agricole.

En outre, de nouvelles plateformes ont été établies dans le Programme coopératif de recherche pour le développement technologique agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud (PROCISUR) et plusieurs réseaux ont été constitués dans le Système d'intégration centraméricaine de technologie agricole (SICTA). Dans le cadre de ce dernier, divers projets ont été mis en œuvre et ont conduit à des progrès technologiques dans les systèmes de production du maïs et du haricot; les efforts ont également permis de promouvoir l'établissement de liens entre les chercheurs, de diffuser des résultats et de faciliter l'accès aux technologies disponibles. Dans le cadre du Programme coopératif de recherche et de transfert de technologie agricole pour la région Nord (PROCINORTE), l'Institut a contribué à renforcer les systèmes nationaux de ressources génétiques et a poursuivi les études pour évaluer la maturité physiologique de la mangue et de l'avocat, ainsi que les recherches sur les plantes pathogènes invasives, les pesticides, les semences, la grippe H1N1 et d'autres épizooties.

Tableau 1. Programmes et projets sur l'innovation formulés et négociés par l'IICA.

Programme/projet	État d'avancement
Programme du Tropique humide du SAGARPA, Mexique	Mise en œuvre d'un plan d'action, à court et moyen terme, pour améliorer la compétitivité de la filière à la suite des missions effectuées dans les états de Tabasco et Chiapas.
Étude comparative du soja génétiquement modifié (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay)	Cadre de référence élaboré pour la préparation de l'étude et négociations terminées avec le Secrétariat du SAGyP de l'Argentine qui a approuvé l'étude et fourni 50 000 USD pour la commencer.
Renforcement de l'Institut de recherche et développement pour l'industrie sucrière du Belize	Profil du projet préparé et financement de l'UE à hauteur de 2,06 millions d'euros approuvé.
Centre national de référence et de développement génétique ovin de l'IIB-INTECH de l'Argentine	Conceptualisation du projet; accords IICA/PROSAP pour préparer le profil avancé; cadre de référence pour le consultant qui appuiera la formulation du profil avancé; profil avancé formulé et remis au PROSAP.

Source : Direction de la coopération technique.

Un partenariat établi avec la Entreprise brésilienne de recherche agricole (EMBRAPA) du Brésil a permis à l'IICA de consolider divers projets de portée nationale, régionale et continentale, dont le Programme coopératif de recherche, de développement et d'innovation agricoles pour la région des tropiques sud-américains (PROCITROPICOS) et le PROCISUR, et d'établir des liens avec les projets AGROFUTURO et EMBRAPA Américas.

Systèmes nationaux d'innovation

L'IICA a mis au point des instruments pour l'évaluation diagnostique et le renforcement institutionnel des systèmes nationaux d'innovation agricole (SNIA) et des instituts nationaux de recherche agricole (INIA). Parmi les actions de collaboration de l'Institut, il

convient de souligner l'appui offert à l'Institut national d'innovation agricole et forestière (INIAF) de la **Bolivie** pour améliorer les capacités du système national d'innovation et élaborer des projets de recherche dans des domaines stratégiques; à l'Institut national de recherche agricole (INIA) de l'**Uruguay** pour évaluer l'impact économique, environnemental et social de ses recherches; à l'Institut national d'innovation agraire (INIA) du **Pérou** pour déterminer les facteurs limitants institutionnels dans le domaine de l'innovation technologique, résoudre les problèmes rencontrés et classer les demandes technologiques par ordre de priorité; à l'Institut national autonome de recherches agricoles (INIAP) de l'**Équateur** pour impulser la modernisation et le renforcement du réseau de laboratoires de la nouvelle station expérimentale de l'Amazonie; à l'Institut national d'innovation et de transfert de technologie agricole (INTA) du **Costa Rica** pour élaborer des projets de modernisation institutionnelle, et à l'Institut paraguayen de technologie agricole (IPTA) du **Paraguay** pour élaborer des stratégies de gestion institutionnelle et d'amélioration de ses capacités dans ce domaine.

Par ailleurs, à la suite de plusieurs ateliers de formation sur les processus de communication et l'apprentissage à distance, l'IICA a contribué au renforcement du Système intégré de vulgarisation agricole (SIDEA) du **Panama**.



Le SIDEA, impulsé par le ministère du Développement agricole du Panama, cherche à améliorer la gestion du savoir pour promouvoir un secteur agricole durable et efficient.

Gestion du savoir et TIC pour l'innovation

À la recherche de meilleurs mécanismes d'échange de connaissances, l'Institut a mis en place le Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire (réseau INNOVAGRO), avec l'appui de l'Agence nationale de coordination des fondations Produce (COFUPRO) du **Mexique**. Le but du réseau est de contribuer au développement agroalimentaire grâce à l'établissement de mécanismes de coopération et de partenariats stratégiques dans les processus d'innovation et de gestion de l'innovation. Participent à ce réseau des instituts de recherche agricole et d'innovation, des fondations, des fonds pour l'innovation agricole, des organisations de producteurs, des universités et d'autres institutions des secteurs public, privé et universitaire des pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Hollande, Espagne, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Pérou et République dominicaine.

Lors d'un atelier organisé au **Brésil** par l'IICA, le FORAGRO, EMBRAPA, le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) et la FAO, il a été procédé au lancement de la Plateforme de renforcement des capacités en gestion du savoir (GS) pour l'innovation. Pendant ledit atelier, ont été définis les thèmes prioritaires à aborder à partir de cette plateforme : élaboration de politiques et de stratégies institutionnelles de GS, amélioration de la sensibilisation à la GS, utilisation de méthodes et d'outils de GS et mise à profit des TIC.

L'IICA a proposé au CIAT, au Centre internationale d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), au Centre international de la pomme de terre (CIP) et à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) (centres internationaux de recherche du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale CGIAR) de définir des programmes bilatéraux qui permettront d'apporter un complément aux actions de l'Institut avec les programmes de recherche de ces centres, compte tenu du fait que ces derniers produisent en permanence de nouvelles technologies et connaissances que l'IICA peut transmettre plus facilement aux agriculteurs de ses pays membres.

Par ailleurs, le nombre d'institutions spécialisées en agriculture participant au Service d'information et de documentation agricoles des Amériques (SIDALC)⁶ est passé à 166. Les efforts ont conduit à la mise à jour de 100 bases de données et à l'ajout de 15 nouvelles, ce qui a permis d'accroître le nombre de références disponibles à plus de 2,33 millions et d'élargir la collection de documents en texte intégral à plus de 171 378. Grâce à ce service, 1 912 047 usagers ont eu accès au savoir et ont pu échanger des connaissances, avec plus de 16 000 demandes d'information. L'IICA a élaboré un nouveau plan de travail pour le Service, dont l'objectif principal est de relancer le SIDALC en 2012 pour en faire un partenariat de services d'information agricole qui offrira de nouveaux outils pour une meilleure gestion du savoir.



L'IICA a signé un accord avec le Conseil national de la science et de la technologie (CONACYT) du **Mexique**, en vertu duquel seront octroyées 100 bourses annuelles pour une spécialisation et des études supérieures dans les institutions universitaires de ce pays. Les cent étudiants sélectionnés commenceront leurs programmes d'étude en 2012.

Parmi les autres faits saillants, il convient de mentionner la modernisation du Système de partage de l'information scientifique et technologique dans le secteur agricole des Amériques (INFOTEC).

Nouveaux débouchés pour l'agriculture

Par ailleurs, avec l'appui de l'IICA et de divers partenaires nationaux et internationaux, un intense programme de formation a été donné au Suriname dans les domaines de l'élevage d'animaux néotropicaux, de l'agrotourisme, de la production de semences et de l'agriculture biologique, en particulier pour la culture du piment fort. L'Institut a également participé à l'installation d'une serre à bas coût qui a été utilisée pour des démonstrations et qui a facilité le transfert de technologie. À **Saint-Kitts-et-Nevis**, l'Institut s'est employé à promouvoir l'utilisation de serres auprès des jeunes producteurs.

Serres et apiculture en Jamaïque

Avec la collaboration de l'IICA et le financement de l'Agence canadienne de développement international, il a été possible d'installer 40 nouvelles serres, de construire l'infrastructure nécessaire pour les activités post-récolte, de former 90 % des agriculteurs et vulgarisateurs utilisant des technologies d'environnement protégé et de constituer des sociétés et des organisations de producteurs. En outre, le secteur apicole a bénéficié de la tenue d'activités de formation dans l'amélioration des ruches, ainsi que de l'inspection de ruchers, de la fourniture d'intrants et du remodelage du laboratoire apicole national.

⁶ <http://www.sidalc.net>.

À **Saint-Vincent-et-les Grenadines**, il a été possible de renforcer la production apicole grâce aux évaluations réalisées par l'IICA dans ce domaine et à la formation donnée en matière de techniques novatrices de gestion des abeilles pour accroître la productivité.

Le ministère de l'Agriculture et des Ressources marines des **Bahamas** exécute un programme de petits ruminants dans le but de revitaliser la production de moutons et de chèvres. L'IICA a contribué à ce programme en réalisant une étude sur la nutrition de ces animaux dans les *Family Islands*. Dans ce pays, l'Institut a également appuyé la réalisation d'études diagnostiques et d'activités de formation, afin de revitaliser l'industrie de la noix de coco dans les îles d'*Andros* et *Eleuthera*, entre autres.

Cadres réglementaires pour l'agriculture biologique

L'IICA a élaboré l'instrument « Évaluation et planification stratégique pour les systèmes nationaux de contrôle de la production biologique », qui permet de dresser un diagnostic de l'état de ces systèmes et, ensuite, d'élaborer des plans stratégiques pour leur renforcement. L'applicabilité de cet outil a été mis à l'épreuve en **Équateur** et au **Costa Rica**.

Par ailleurs, l'Institut a prêté son appui aux autorités compétentes en matière d'agriculture biologique de l'**Amérique centrale** et de la **République dominicaine**, dans l'élaboration du projet de Règlement régional pour la production biologique.

Au **Belize**, l'IICA, le Partenariat biologique, le ministère de l'Agriculture et des Pêches et des groupes d'agriculteurs ont élaboré ensemble un modèle de certification biologique basé sur les principes des Systèmes participatifs de garantie. En outre, l'Institut a apporté son soutien à ce ministère dans l'intégration du Conseil national d'agriculture biologique, entité qui se chargera des questions relatives à l'agriculture biologique dans le pays.



L'Amérique centrale et la République dominicaine seront dotées de leur propre règlement régional en matière de production biologique.

En **République dominicaine**, l'Institut a contribué à l'élaboration d'un projet de politiques pour le développement de l'agriculture biologique, avec l'aide financière de le Projet de diversification économique rurale (USAID-RED). En **Dominique**, la Division de l'agriculture ainsi que des agroentrepreneurs ont examiné la version préliminaire d'un projet de certification élaboré par l'IICA. Enfin, à la **Grenade**, le Mouvement de l'agriculture biologique, auquel 30 agriculteurs se sont affiliés, a été officialisé.

Dans le cadre du Projet de réhabilitation du secteur du café du **Nicaragua**, l'Institut a contribué à la construction de 279 nouvelles installations pour le traitement par voie humide du café, à la remise en état de 19 installations de traitement et à la formation de plus de 5 000 caféiculteurs.

Avec l'appui de l'IICA, de le Ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA), et de l'Université Cornell en **République dominicaine**, un système intensif de culture du riz a

été introduit et une formation et de l'aide technique ont été fournies pour son utilisation, ce qui permettra d'accroître la compétitivité de ce secteur. Le système a été appliqué sur un terrain pilote de 0,5 hectare et a permis de réduire les coûts de production à hauteur de 30% et d'accroître le rendement d'environ 33 %, en comparaison avec les systèmes traditionnels utilisés pour la culture du riz.

Agrobiotechnologie et biosécurité

Dans le domaine de la biotechnologie, il convient de souligner tout particulièrement les actions de l'IICA au **Paraguay**, où s'est tenue la conférence intitulée « La biotechnologie en agriculture ». L'Institut a également formulé et approuvé un programme de maîtrise en sciences de la biotechnologie agricole, qui sera donné par l'Université nationale à partir de 2012, et il a encouragé, de concert avec le Groupe technique multisectoriel de biotechnologie et de biosécurité du ministère de l'Agriculture et de l'élevage, l'utilisation des biotechnologies conformément aux dispositions des décrets et des lois promulgués dans ce pays.



Pourquoi il est important de diffuser l'information scientifique, qu'est-ce que le journalisme scientifique et que doit savoir un journaliste sur la biotechnologie sont les questions abordées dans une activité de formation donnée au Chili sous l'impulsion de l'IICA.

Grâce au programme de bourses de l'IICA, neuf étudiants et professionnels du **Canada**, du **Mexique**, du **Brésil** et de la **Barbade** ont mené des recherches au Canada sur les composantes bioactives de plantes indigènes et la détermination de gènes résistants à des parasites chez les moutons, entre autres thèmes.

Par ailleurs, au **Costa Rica**, en **Bolivie** et au **Chili**, l'Institut a contribué au renforcement des compétences et des cadres institutionnels en matière de biosécurité.

Énergies propres

En **Argentine**, l'Institut a contribué à la production et au partage d'information sur la bioénergie, réalisé une étude sur les coûts de matières premières lignocellulosiques, diffusé de l'information à ce sujet et permis que des progrès soient réalisés dans la formulation d'une stratégie nationale en matière d'agroénergie.

Accès des producteurs aux marchés

L'Institut a contribué à la conception de l'infrastructure et à la définition des types d'équipement dont les agroentrepreneurs des **Bahamas** ont besoin pour pouvoir respecter les normes d'innocuité des aliments dans le traitement des fruits et des légumes. Dans ce pays, l'Institut a également réalisé la deuxième étude sur les perspectives commerciales dans l'île d'*Andros*. À **Sainte-Lucie** et **Saint-Kitts-et-Nevis**, des cours de formation ont été donnés sur l'entrepreneuriat, le marketing et la gestion organisationnelle, grâce auxquels

plus de 88 producteurs et agroentrepreneurs de ces îles ont renforcé leurs capacités d'accès aux marchés.



Des producteurs d'ananas de Sainte-Lucie ont acquis des connaissances sur les innovations technologiques pour la récolte, la fertilisation et l'irrigation utilisées dans d'autres pays, ce qui leur permettra d'améliorer leur compétitivité.

Les producteurs du **Costa Rica** ont réussi à améliorer leur compétitivité grâce à l'appui de l'IICA dans l'élaboration de plans d'affaires pour le secteur des pêches et de l'aquaculture, la formulation de politiques de développement de la production biologique, l'élaboration de stratégies de commercialisation du haricot, la création de consortiums pour l'innovation dans les cultures du maïs, du haricot, de la yuca et du piment doux, et la mise en œuvre du Programme de promotion de la compétitivité de la filière du riz (PRONARROZ). En outre, grâce à un travail concerté du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG), du Conseil national de la production (CNP), du Programme intégré de marketing agricole (PIMA) et de l'IICA, il a été démontré que le pays a la capacité de mettre en marche un projet novateur de TIC qui permettra aux producteurs, aux commerçants et aux consommateurs d'obtenir les prix du marché au moyen de la téléphonie cellulaire.

Au **Mexique**, des chercheurs et des universitaires regroupés dans le Réseau de recherche sur les systèmes agroalimentaires localisés (REDSIAL)⁷ Mexique-Europe ont élaboré des concepts au sujet du Système agroalimentaire localisé (SIAL) et impulsé l'articulation d'activités productives de portée locale. À la suite d'un atelier tenu à Puebla dans le cadre du 8^e Congrès de l'Association mexicaine d'études rurales (AMER), l'Institut a abordé les questions de la création du REDSIAL latino-américain, de l'organisation d'un symposium et de la préparation du Congrès SIA Brésil 2012.

Ajout de valeur à la production agricole

Afin de renforcer les capacités agroentrepreneuriales et associatives des producteurs agricoles à petite et moyenne échelle, l'Institut a contribué au recensement et à la caractérisation de plus de 50 systèmes institutionnels et à la création d'un répertoire de plus de 150 professionnels qui participent à la formulation de politiques publiques en matière d'agroentreprises dans la région Amérique latine et Caraïbes (ALC). Une grande partie de ce travail a été rendue possible par la mise au point d'une méthodologie et des instruments nécessaires pour quantifier les points faibles en matière d'agroentreprises, analyser les capacités institutionnelles pour appuyer les petits et moyens producteurs et déterminer les domaines prioritaires dans les pays où il est répondu de la meilleure façon aux besoins des producteurs.

⁷ Le REDSIAL encourage le développement rural durable et inclusif pour contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire, à l'élimination de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural (Rapport annuel 2011 du Bureau de l'IICA au Mexique). Pour de plus amples renseignements, voir le site www.redsial.org.mx.

L'IICA a coopéré avec le ministère de le MAGyP et d'autres institutions publiques de l'**Argentine** dans le renforcement de leurs capacités, en fournissant un appui pour la réalisation d'ateliers, de séminaires, de tournées techniques et de services de conseil dans le cadre du Programme de qualité des aliments argentins (PROCAL), du Projet national de tourisme rural (PRONATUR), du Projet de développement de l'agriculture biologique argentine (PRODAO), du Projet de création et de transfert de technologie du Département général de l'irrigation de Mendoza et du Projet de modernisation technico-opérationnelle de l'Institut de vitiviniculture.

En **République dominicaine**, avec un financement du ministère de l'Agriculture, de la Chambre de commerce dominico-française et du Projet USAID-RED, l'IICA a réalisé la quatrième édition du Programme des tremplins pour l'exportation, grâce à laquelle 20 entreprises agricoles dominicaines ont pu se préparer pour exporter vers le marché français. Dans une autre activité tout aussi importante, une formation dans le domaine des coûts de production a été donnée à cinq fournisseurs de services, 15 vulgarisateurs et 20 agriculteurs en **Dominique** et à 56 producteurs de **Saint-Kitts-et-Nevis**.



Visite d'agroentrepreneurs dominicains au marché international de Rungis, plus grand marché de gros de France.

Tableau 2. Programmes et projets sur les agroentreprises et la commercialisation formulés et négociés par l'IICA.

Programme/projet	État d'avancement
Programme d'investissement pour le développement compétitif du secteur fruiticole au Guatemala	Proposition élaborée et adoptée, avec le MAGA et des acteurs clés des filières prioritaires, définissant le cadre de référence, la méthodologie, le guide de contenu et le plan de travail pour la conception et la gestion du Programme.
Plan de développement de l'élevage de l'état de Yaracuy au Venezuela	Plan conceptualisé; profil du Plan établi et proposition pour le cadre de référence et l'estimation des ressources élaborée et soumise au gouvernement de Yaracuy.
Étude de faisabilité pour la conception et la mise en œuvre du Plan de compensation des assurances récolte pour l'OEEO	Cadre de référence préparé pour l'obtention de l'appui financier de la Banque de développement des Caraïbes.
Projet d'amélioration du secteur du traitement et de la commercialisation du café au Honduras	Cadre logique et profil du projet d'investissement élaborés. L'objectif est de contribuer à la mise en application des politiques stratégiques axées sur le développement compétitif de la chaîne de valeur du café.

Source : Direction de la coopération technique.

Dans le cadre du Projet de développement productif : accroissement de la production et de la valeur des fruits et produits maraîchers de la partie Nord de la région de basse altitude du département de Chalatenango, exécuté par le consortium FOMILENIO/Chemonics/IICA en **El Salvador**, en novembre 2011, on avait déjà dépassé l'objectif fixé pour le nombre de bénéficiaires de l'assistance technique et des cours de formation en 2011. En outre, dans l'ensemble du pays, plus de 700 activités ont été réalisées dans le cadre de l'initiative « Écoles de campagne » et ont donné lieu à des transferts de connaissances et de technologies et à une socialisation des expériences et des pratiques fructueuses dans des

domaines comme l'établissement de cultures, la nutrition, la fertilisation, les bonnes pratiques agricoles et la lutte contre les ravageurs et les maladies.

Dans le département du Huila, en **Colombie**, l'Institut a contribué à la consolidation de la mise en application d'une stratégie de développement compétitif territorial, dans le cadre duquel il a offert un accompagnement à sept filières de production. De concert avec la Fédération des coopératives agricoles de la Catalogne, l'Institut a apporté son appui à six organisations fruiticoles et, avec l'Institut italo-latino-américain (IILA), il a élaboré une stratégie de promotion de l'agrotourisme comme mécanisme d'articulation sociale et productive.

Gestion et réduction des risques

Après une année de négociations avec les organisations Développement International Desjardins (DID) et Financière agricole du Québec Développement International (FADQDI), au **Canada**, l'Institut a signé un accord pour exécuter en Haïti le Projet de microcrédit et d'assurances agricoles, financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

L'Institut a contribué à l'amélioration des capacités des secteurs public et privé chiliens en matière de gestion et de contrôle des risques en apportant son aide dans les domaines suivants :

- Conception de méthodologies pour la communication du risque associé aux légumes génétiquement modifiés, avec le soutien de l'Ambassade des États-Unis.
- Interprétation des évaluations des risques en matière de santé animale.
- Surveillance des tarifs douaniers et des subventions pour des produits stratégiques.
- Analyse de variabilité dans les séries climatiques.

Modernisation des marchés et des systèmes de commercialisation

L'IICA a réussi à consolider la participation de 32 pays à l'Organisation de l'information sur les marchés des Amériques (OIMA), dont il assume le rôle de Secrétariat technique. Ce rôle a permis à l'Institut de contribuer à la réalisation du Deuxième Atelier continental pour les administrateurs des systèmes d'information sur les marchés agricoles (SIMA), pendant lequel une formation a été donnée à 35 fonctionnaires de haut niveau dans les domaines des techniques et des procédés utilisés pour recueillir, analyser et diffuser de l'information sur les marchés, ainsi qu'à la réalisation de la X^e réunion ordinaire de l'OIMA, tenue à Saint-Domingue, en République dominicaine.

Il convient également de souligner que, dans la Déclaration des ministres de l'Agriculture des Amériques San José 2011, souscrite lors de la Seizième réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'agriculture, les ministres se sont engagés à appuyer le travail de l'OIMA pour « resserrer la collaboration entre les États membres en matière d'information pour trouver des façons innovatrices de recueillir, de traiter, d'analyser et de diffuser l'information sur les marchés et les produits agroalimentaires pour favoriser la transparence

et l'efficacité des marchés ». Par ailleurs, l'USDA, par l'intermédiaire du Service de commercialisation agricole (AMS) et du Service agricole à l'étranger (FAS), s'est engagé à apporter un soutien financier à l'organisation au cours des années suivantes, selon les ressources disponibles.

En **Uruguay**, les petites entreprises agricoles ont vu leurs possibilités d'accéder à l'information s'améliorer grâce à l'utilisation des TIC, en particulier pour l'information sur les marchés de gros. À cet égard, ont joué un rôle extrêmement important deux projets exécutés sous l'égide de l'IICA, soit le Projet de démocratisation de l'information dans le marché modèle de Montevideo⁸ et le Projet de démocratisation de l'accès à l'information dans les marchés agricoles : possibilités offertes par la téléphonie mobile dans la chaîne de valeur agricole⁹. À ces deux projets, il convient d'ajouter l'échange de données sur les expériences réussies dans le secteur agricole grâce à la plateforme d'enseignement à distance « L'Uruguay alimentaire au monde¹⁰ ». Par ailleurs, l'Institut a organisé un large programme de conférences et de journées de discussion sur la situation et les perspectives de l'agriculture et de l'élevage, notamment sur la question de la tenure de la terre.

Innocuité des aliments

À Miami, **États-Unis**, l'Institut a parrainé et tenu la conférence intitulée « IICA, innocuité des aliments et commerce 2011 », préalablement à la réunion du Comité du *Codex* sur l'hygiène alimentaire, à laquelle ont participé plus de 80 professionnels, parmi lesquels se trouvaient des représentants de pays des Caraïbes, d'Amérique centrale et de la région andine (**Pérou**, **Colombie** et **Bolivie**). Cette rencontre a permis d'analyser les répercussions des exigences actuelles pour l'importation de produits agroalimentaires aux États-Unis et les conséquences attendues des nouvelles exigences en matière d'innocuité définies dans la Loi de modernisation des règles en matière d'innocuité des aliments de l'Agence fédérale des produits alimentaires et médicamenteux États-Unis (FDA).



Des fonctionnaires de l'IICA ont participé aux États-Unis à des audiences publiques sur la Loi de modernisation des règles en matière d'innocuité des aliments de la FDA et ont favorisé la diffusion d'information sur cette loi dans la région ALC.

L'IICA a renforcé ses liens avec l'Association des producteurs et exportateurs du **Nicaragua** (APEN), aux côtés de laquelle il participe au programme *AI Invest IV*, qui profite à 800 producteurs de miel et de cacao affiliés à huit organisations, au sein desquelles

⁸ Le projet, qui a obtenu un financement de la BID/MIF et du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), devrait se terminer en décembre 2012.

⁹ Le projet a été entièrement financé par le CRDI à hauteur d'environ 107 500 USD.

¹⁰ L'IICA apporte un soutien méthodologique et technologique pour l'élaboration des différents cours donnés par l'intermédiaire de cette plateforme, qui appartient à un consortium de 11 organisations uruguayennes.

ont été mis en œuvre des systèmes de qualité et d'innocuité. Dans ce même pays, dans le cadre du Projet de renforcement du système de certification des services accrédités et de mise en œuvre de mesures sanitaires et phytosanitaires, de qualité et d'innocuité des produits agricoles (MOTSSA), l'Institut a participé à plusieurs activités : élaboration d'un programme d'études supérieures, avec l'Université nationale agraire (UNA); formation de 35 référents nationaux; élaboration de manuels de bonnes pratiques agricoles (BPA) pour la culture de l'okra, de l'arachide, du haricot, des racines et des tubercules, et formation de plus de 2 100 agriculteurs en BPA.

À la suite d'un séminaire tenu conjointement à la Barbade par l'IICA et le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), 39 professionnels de 12 pays des Caraïbes ont amélioré leurs connaissances au sujet des chaînes de valeur et leurs compétences pour promouvoir l'établissement de liens entre l'agriculture et le tourisme.

Modernisation des services sanitaires et phytosanitaires nationaux

L'IICA a élaboré trois cours à l'intention de 70 techniciens hautement spécialisés dans l'évaluation des risques de maladies animales avec l'Université de Californie-Davis et dans la communication des risques avec l'Université du Nebraska-Lincoln. Parallèlement, il a poursuivi la mise en œuvre du Programme exécutif en matière d'innocuité des aliments avec l'Université du Minnesota et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

L'Institut a fourni des services de coopération technique à 29 pays de la région ALC, avec la mise en œuvre des instruments « Performance, vision, stratégie » (DVE) pour évaluer la situation de leurs services de protection phytosanitaire et d'innocuité des aliments. À cet égard, il convient de souligner tout particulièrement les réalisations en **République dominicaine**, en **Haïti** et au **Venezuela**. Dans ce dernier pays, l'IICA a élaboré un plan stratégique pour renforcer la surveillance et le contrôle de la qualité et de l'innocuité des aliments dans le district de la Capitale et dans l'état de Trujillo, et il a amélioré les compétences de 600 professionnels en analyse des risques zoonosaires et contrôle de la fièvre aphteuse.

L'Institut a appuyé l'Agence **équatorienne** d'assurance de la qualité des produits agricoles (AGROCALIDAD) dans l'homologation de procédures, le renforcement de laboratoires et la formulation de projets de lutte contre les ravageurs. Par ailleurs, dans le cadre du Programme de renforcement de l'infrastructure sanitaire, l'Institut a contribué à la rédaction de 50 manuels de procédures et à la conception d'un système de surveillance épidémiologique animale et du programme national de contrôle et de surveillance de la mouche du fruit et des mollusques.

Dans le cadre du programme Moscafrut du **Mexique**, dirigé par l'IICA, le travail a porté sur l'établissement de zones exemptes et à faible prévalence de mouches, grâce au recours à la production et à la libération de mouches stériles et de parasitoïdes¹¹. Par ailleurs, le

¹¹ Dans une « usine de mouches stériles », située à Metapa de Domínguez dans l'état de Chiapas, on a produit en moyenne 215 millions de pupes de mouches stériles des espèces *Anastrepha ludens* et *Anastrepha obliqua* et 25 millions de pupes du parasitoïde *Diachasminorpha longicaudata*.

travail réalisé dans le cadre du programme Moscamed a permis d'éviter que la mouche de la Méditerranée ne s'installe sur le territoire mexicain, grâce à l'éradication des premières manifestations du ravageur dans les zones frontalières avec le Guatemala. Ce travail a contribué à éliminer les quarantaines imposées sur les produits mexicains destinés à l'exportation, ce qui augmente la compétitivité du secteur agricole mexicain et la création de revenus pour les producteurs.

En **Bolivie**, l'IICA a apporté son appui au Programme national de contrôle et d'éradication des mouches du fruit dans la conception de stratégies à ces fins et dans l'élaboration du Programme national de formation en bonnes pratiques dans la gestion et l'utilisation appropriée de pesticides. En outre, de concert avec l' USDA/APHIS et le Service national de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments (SENASAG), l'Institut a participé à l'exécution des projets « Surveillance de la fièvre aphteuse dans le Chaco » et « Système intégré de protection sanitaire agricole ».

Le **Paraguay** a retrouvé son statut sanitaire en ce qui concerne la fièvre aphteuse, après la coopération fournie par l'IICA et l'APHIS pour la construction d'une unité de contrôle à Fuerte Olimpo et la mise en œuvre de mesures sanitaires pour éradiquer le foyer de cette maladie détecté grâce au partenariat entre le vice-ministère de l'Élevage, le Service national de qualité et de santé animale (SENACSA) et l'Association rurale du Paraguay (ARP). En **République dominicaine**, l'IICA a terminé avec succès l'exécution du Projet de prévention et de contrôle de la grippe aviaire et humaine, en appui aux ministères de l'Agriculture, de la Santé et de l'Environnement, projet qui a bénéficié d'un don de la Banque mondiale d'un million de dollars.



Au Paraguay, l'IICA a apporté son soutien au partenariat public-privé entre le MAG, le SENACSA et l'ARP dans la conception et la mise en œuvre de TIC dans le Projet d'accroissement du taux de procréation du cheptel bovin.

L'Institut a également collaboré avec le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement du **Brésil** dans la mise en œuvre d'un projet visant à éradiquer la mouche de la carambole, principalement dans la région Nord du Brésil. Les autorités sanitaires du **Brésil**, du **Guyana** et du **Suriname** ont officialisé divers accords visant le même objectif.

Par ailleurs, en **Colombie**, l'Institut a contribué à la formation d'inspecteurs en profils de risques phytosanitaires, renforcé le Comité national du *Codex* de l'**Uruguay** (plus de 100 techniciens ont participé à trois cours de gestion du *Codex*) et amélioré les connaissances des ressources humaines du Système national de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments de la **Bolivie** sur des questions liées aux accords internationaux.

De concert avec l'USDA/APHIS et les universités de *St. George's* et de *West Indies*, à la **Barbade**, l'Institut a donné une formation au personnel du ministère de l'Agriculture en matière d'identification des ravageurs et d'inspection quarantenaire de plantes. Pendant ce temps, au **Guyana**, de concert avec l'École d'agriculture de ce pays, il a donné des cours de formation en matière de BPA et fait en sorte que des modules sur ce sujet soient introduits dans le programme d'études conduisant au Diplôme d'agriculture et de certification dans les pêches.

Des agroentrepreneurs et des techniciens du ministère de l'Agriculture, des Terres, des Pêches et de la Sylviculture de **Sainte-Lucie** ont bénéficié de neuf ateliers sur les techniques de propagation des cultures, la santé animale et l'innocuité des aliments, entre autres thèmes. En outre, avec le soutien de l'IICA, trois biodigesteurs ont été installés dans des fermes porcines modèles, afin d'éviter le déversement de résidus dans les rivières et les ruisseaux, et pour profiter des biogaz.

L'Institut a agi comme chef de file dans la lutte contre la peste porcine classique en Haïti, en formant 280 fonctionnaires vétérinaires, en vaccinant 123 500 porcs et en analysant 1 437 échantillons pour déterminer l'incidence du virus. Dans ce même pays, l'IICA et le ministère de l'Agriculture ont renforcé la lutte contre la grippe aviaire, en formant plus de 100 fonctionnaires du ministère de la Santé en matière de surveillance épidémiologique et en faisant l'acquisition d'équipement de communication, de réactifs, de matériel de laboratoire et de motocyclettes.

En **Dominique**, l'Institut a contribué à accroître le degré de confiance des consommateurs dans la protection sanitaire agricole et l'innocuité des aliments, en impulsant la définition de politiques dans ce domaine et l'établissement de comités consultatifs. En outre, en collaboration avec le Bureau des normes, l'Institut a réalisé une évaluation des systèmes d'inspection et de certification des fermes ainsi que des activités qui ont permis d'améliorer les connaissances des agriculteurs au sujet des BPA et des principes d'innocuité.

Grâce au projet STDF-116 mis en œuvre avec l'appui de l'IICA, le **Costa Rica** s'est doté d'un système de traçabilité des troupeaux bovins qui permet de suivre les animaux de la ferme jusqu'à l'abattoir.

Mesures sanitaires et phytosanitaires

L'Institut a acquis le statut d'observateur dans les réunions du Fonds pour l'application de normes et le développement du commerce (STDF) et a mis à disposition les divers outils institutionnels en matière de mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP) pour qu'ils soient diffusés et distribués à l'échelle mondiale par le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (CMSP) et le STDF. La promotion de la participation des pays des Amériques aux comités du *Codex Alimentarius*, travail que l'IICA a mené de concert avec l'USDA, a contribué à faire entendre la voix du Continent dans les délibérations concernant l'établissement de normes internationales en matière d'innocuité des aliments. Par ailleurs, l'élaboration par l'Institut de manuels de bonnes pratiques de participation au *Codex* et à d'autres forums internationaux sur les MSP a facilité la formation de délégués et a valu à l'Institut une reconnaissance générale.

Pour la deuxième année consécutive, l'IICA a organisé la réunion latino-américaine de discussion des projets de règlements de la CIPV, avec le concours du Comité de protection phytosanitaire de la région Sud (COSAVE) et de l'Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA). Par ailleurs, dans le cadre d'une entente avec la CIPV, l'Institut a mis à jour le cours mondial en ligne de la CIPV sur l'analyse des risques liés aux ravageurs des végétaux.

L'Institut a appuyé la constitution d'un groupe consultatif international chargé d'apporter des conseils pour l'établissement d'une école régionale virtuelle d'inspection des aliments dans la région centrale, auquel participent des universités et des organismes officiels de l'Argentine, de l'Espagne, du Mexique, des États-Unis et des pays centraméricains. Le groupe a terminé la proposition de projet qui, avec le soutien d'entités universitaires d'El Salvador, du Nicaragua, du Costa Rica, du Panama et de la République dominicaine, sera soumise au STDF de l'OMC en vue d'obtenir un financement. Le groupe a également élaboré le programme d'études de l'école en question.



L'école virtuelle d'inspection des aliments constituera un nouveau bien public international pour la région.

Dans les régions andine, centrale et Sud, l'IICA a formé 60 professionnels des services vétérinaires et chercheurs en évaluation des risques de maladies animales. Pendant ce temps, en Amérique centrale, au Mexique et en République dominicaine, l'Institut a donné un cours de formation virtuel à 68 professionnels sur l'évaluation des risques liés aux ravageurs des plantes, élaboré de concert avec la CIPV.

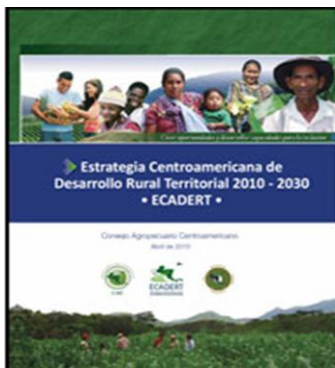
2.2 Renforcer la contribution de l'agriculture au développement des territoires et au bien-être rural

L'IICA a prêté son appui à divers pays du Continent¹² dans l'élaboration de politiques et de stratégies visant à favoriser une plus grande articulation et une meilleure coordination des institutions qui jouent un rôle de premier plan dans la promotion du développement agricole et du bien-être rural, ce qui a permis de renforcer la relation à double sens entre l'agriculture et les territoires ruraux.

¹² Amérique centrale, dans le cadre de l'ECADERT, Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Brésil, Mexique, entre autres.

Gestion intégrée et durable des territoires ruraux

Avec le Programme ibéro-américain de coopération en matière de gestion territoriale (PROTERRITORIOS), l'Institut a établi un programme d'action pour mettre en œuvre l'Observatoire des politiques publiques territoriales dans les pays ibéro-américains; il a mis sur pied un réseau universitaire pour la gestion territoriale, auquel participent 10 pays et 15 universités, élaboré la stratégie pour récompenser les bonnes pratiques territoriales et défini les mécanismes pour l'analyse et la systématisation des relations entre l'agriculture, le territoire et le bien-être rural.



L'ECADERT a été approuvée par les présidents d'Amérique centrale en juin 2010.

Dans le cadre de la Stratégie centraméricaine de développement rural territorial 2010-2030 (ECADERT), l'IICA a réalisé la coordination de la Plateforme régionale de soutien technique¹³ et fourni des services de suivi et de conseils techniques aux commissions nationales¹⁴, à la Commission régionale et aux institutions publiques responsables du développement rural territorial dans les pays. Il a également impulsé l'échange et la systématisation de données d'expérience et de bonnes pratiques dans le domaine du développement rural territorial et fourni un soutien technique pour la constitution et le renforcement de réseaux de groupes d'action territoriale (GAT).

À titre de démonstration, au **Belize**, l'Institut a contribué à l'établissement du Comité national de coordination du développement rural et à l'élaboration du cadre conceptuel pour guider la conception d'une stratégie nationale. Parallèlement, au **Costa Rica**, il a appuyé le processus de transformation de l'Institut du développement agricole (IDA) en Institut du développement rural (INDER), en élaborant des propositions et en réalisant des forums de discussion et des activités de formation. Par ailleurs, l'IICA a participé activement à la conception du Fonds multi-organismes pour le développement rural territorial et il a accompagné l'élaboration de propositions de projets pour 25 territoires de 8 pays, dans le but de les présenter à la première réunion du Fonds.

Dans le cadre du Programme de création de compétences de l'ECADERT, l'IICA a donné le Cours centraméricain en gestion du développement rural territorial. Il a également réalisé de nombreux ateliers et conférences dans tous les pays ainsi qu'un cours en ligne sur le développement rural durable et la qualité intégrale du territoire, avec l'appui de l'Université de Chapingo.

L'IICA a contribué à l'intégration de la perspective territoriale dans les cours de *RuralInvest*, organisés par la FAO et l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA),

¹³ Conformément à un mandat du Sommet des chefs d'État et de gouvernement du SICA, avec le soutien financier de l'AECID et la collaboration du Secrétariat exécutif du CAC.

¹⁴ Au Belize, Costa Rica, Panama et Honduras.

avec pour objectif d'impulser des initiatives de mobilisation de ressources vers les territoires centraméricains.

Dans la région andine, dans le cadre de l'entente souscrite avec la Communauté andine (CAN), l'Institut a conçu un programme de formation pour le renforcement des capacités en développement rural territorial dans quatre districts ruraux. Les gouvernements locaux de Gran Tierra de los Lípez en **Bolivie**, Sur de Tolima en **Colombie**, Nabón en **Équateur** et les districts de Juli et Pomata au **Pérou** ont élaboré, avec l'aide technique de l'IICA, leurs plans de développement, des projets de production dans une perspective territoriale et une étude sur la mise en œuvre d'une banque de semences de quinoa.

À la demande du Mercosur élargi, l'Institut a élaboré le rapport intitulé « État d'avancement des politiques de développement territorial de l'**Argentine**, du **Brésil**, du **Chili**, du **Paraguay** et de l'**Uruguay** : résultats obtenus et défis pour l'agriculture familiale », qui a été présenté à la XVI^e Réunion spécialisée sur l'agriculture familiale (REAF). Le rapport a permis de rendre compte de la situation des dites politiques dans chaque pays et de brosser un tableau des similitudes et des différences à cet égard entre les pays.

Tableau 3. Programmes et projets sur le bien-être rural et les territoires formulés et négociés par l'IICA.

Programme/projet	État d'avancement
Gestion du savoir dans les zones semi-arides du Nord-Est du Brésil	Négociations réalisées avec le FIDA-AECID et don de 3,5 millions d'euros concrétisé. Mise en marche du projet, auquel l'IICA apporte sa coopération technique et dont il assume la gestion.
Programme d'investissement de la province d'El Oro en Équateur	Proposition méthodologique élaborée et présentée et cadre de référence formulé pour la systématisation de la conception et de la gestion du Programme.
Politiques novatrices pour le développement des territoires ruraux en Amérique latine (PIDERAL)	L'AECID a approuvé le projet de 5,3 millions d'euros, dont l'exécution a été confiée à l'IICA. En 2011, le travail a commencé dans 4 pays : Costa Rica, République dominicaine, Équateur et Pérou.
Programme du Tropique humide du SAGARPA au Mexique	Plan d'action à court et moyen terme mis en œuvre, pour améliorer la compétitivité de la filière du cacao dans les états de Tabasco et Chiapas.

Source : Direction de la coopération technique.

Grâce aux deux éditions d'un cours international en gestion sociale du développement territorial données à Bahía, Brésil, et Montevideo, Uruguay, auxquelles ont participé plus de 100 personnes provenant d'organismes publics, de gouvernements locaux, d'Organisation non gouvernementale (ONG) et d'institutions universitaires de huit pays, l'Institut a contribué à mieux faire comprendre l'importance du développement territorial dans une perspective territoriale et à impulser la création de chefs de file dans ce domaine.

Par ailleurs, fruit d'un partenariat avec diverses institutions du gouvernement fédéral du Brésil et du monde universitaire, l'IICA a contribué à la mise en œuvre du projet intitulé « Le nouveau visage de la pauvreté rurale au **Brésil** : transformations, profils et défis pour les politiques publiques », qui a permis de mieux faire comprendre les différentes dimensions de la pauvreté, et plus particulièrement la portée et les limites des politiques

sociales visant à lutter contre la pauvreté dans les territoires ruraux. Avec les gouvernements des états du Nord-est du Brésil, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'AECID, il a été convenu de mettre en place un programme visant à impulser la gestion du savoir et l'établissement de réseaux d'échange et de collaboration afin de promouvoir le développement rural de la région. L'IICA a négocié six nouveaux projets de coopération technique, qui ont été approuvés par les institutions de contrepartie. Ces projets permettront d'impulser le développement durable de l'agriculture brésilienne et de réduire les inégalités dans les zones rurales.

L'Institut a également prêté son appui pour l'élaboration de 27 projets d'investissement public, qui ont été remis au Programme des services agricoles provinciaux (PROSAP) de l'**Argentine**, afin qu'ils soient présentés à des organismes de financement.

En utilisant divers outils méthodologiques, des spécialistes du Registre agraire national et du Secrétariat à la réforme agraire (SRA), tous les deux du **Mexique**, et de l'IICA ont réalisé une étude diagnostique des noyaux agraires. Cette activité a été menée dans le cadre de l'accord de coopération technique souscrit avec le SRA, qui vise à régulariser la situation des noyaux agraires du pays. À cette fin, un instrument de planification a été élaboré, sous le titre « Cahier de solutions pour le développement et défis du noyau agraire ».

En **Équateur**, l'IICA a conçu l'instrument dénommé « Programme productif provincial », qui s'est révélé un instrument novateur pour la planification et la gestion des activités de production dans les territoires et qui apporte déjà des bénéfices aux gouvernements décentralisés de Loja, El Oro, Pichincha et Chimborazo.

Contribution de l'agriculture familiale à l'économie rurale

Diverses activités réalisées au **Paraguay**, dont le Forum national des jeunes chefs de file, le programme de maîtrise et le cours de spécialisation en développement territorial rural mis en place avec l'Université nationale d'Asunción (UNA) et l'étude intitulée « Ruralité et territoires agraires du Paraguay » ont permis de promouvoir le lien entre l'agriculture et les territoires et d'accroître les capacités des acteurs publics et privés en matière de développement des territoires ruraux. En outre, l'Institut a également prêté son appui au Système intégré de gestion pour le développement agraire et rural du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG) dans la réalisation de l'atelier « Participation sociale pour le développement territorial durable » et la formation de 150 chefs de file d'organisations rurales.

Au **Venezuela**, l'Institut a contribué à la création du Forum permanent pour la formulation et l'évaluation des politiques publiques en matière de développement rural territorial et d'agriculture familiale. L'IICA a également renforcé les capacités en matière de conception de programmes d'amélioration des systèmes agroalimentaires dans les communautés paysannes et autochtones de la municipalité de Rómulo Gallegos de l'état d'Apure.

En **Bolivie**, l'Institut a impulsé l'établissement de l'Observatoire agroenvironnemental, prévu dans la Loi 144 sur la révolution productive communautaire agricole.

Avec l'appui de l'IICA, différents groupes de producteurs¹⁵ de la **Grenade**, autant des jeunes que des femmes, ont amélioré leurs compétences en leadership, formulation de projets et gestion des maladies des muscadiers.

Promotion des droits de la femme, de l'équité et de la parité hommes-femmes

En 2011, l'IICA a mis de l'avant la perspective hommes-femmes dans différentes activités internationales, par exemple dans la rencontre intitulée « *Women in the Americas: Empowerment and Leadership* » (Les femmes dans les Amériques : autonomisation et leadership), organisée par le Centre des politiques continentales de l'Université de Miami, et la XIX^e réunion des organismes spécialisés et autres organisations du Système des Nations Unies sur l'avancement des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes, tenue au siège de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) à Santiago, Chili.

L'Institut, l'Ambassade des États-Unis, l'*INCAE Business School*, la Chambre des exportateurs du Costa Rica (CADEXCO), la société Coca-Cola, la Chambre de commerce américaine du Costa Rica (AMCHAM) et l'Association pour le leadership et l'ascension sociale (ALAS) ont constitué au **Costa Rica** un groupe de travail interinstitutionnel en vue de l'organisation du Forum pour le renforcement du leadership féminin au Costa Rica. Dans le cadre de cette activité, à laquelle ont participé plus de 150 femmes de différents secteurs du pays, l'IICA a réalisé le débat d'experts intitulé « Équité hommes-femmes dans le secteur agricole du Costa Rica ».

À la suite de ces initiatives, et en collaboration avec les institutions susmentionnées, l'Institut a facilité, à plus de 160 représentants d'institutions publiques et privées et de la société civile d'Amérique latine, la formation et l'échange de données d'expérience dans les domaines de l'autonomisation et du leadership féminins. L'Institut a également diffusé de l'information pour la prise de décisions en faisant appel à des partenariats inter-organismes sur les questions de genre et d'équité.

La coopération entre l'IICA, le Service bénévole à l'étranger et l'ACDI a permis d'établir le Réseau de développement des agrotransformatrices au **Guyana**, de restructurer le Réseau des productrices rurales des Caraïbes (CANROP) et de faire en sorte que l'Agence de l'administration des produits médicamenteux et des aliments de ce pays délivre une certification à diverses agro-industries. À **Trinité-et-Tobago**, un soutien logistique et administratif a été fourni pour la tenue du Troisième Festival annuel de la Mangue. L'Institut a également coopéré pour que le Mouvement des femmes agricultrices de la Dominique augmente sa participation à la Semaine caribéenne de l'agriculture et, avec le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL), il a établi au moins dix parcelles de culture d'oignons.

À **Sainte-Lucie**, deux importants projets de l'Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM) exécutés par l'IICA ont permis de renforcer les réseaux dans différentes disciplines sociales et économiques et d'offrir une formation aux groupes de femmes, notamment dans le domaine des réseaux sociaux.

Enfin, avec la mise en œuvre du projet intitulé « *Initiative de développement des petits élevages de volaille* », financé par le FCIL, les femmes affiliées au Réseau des productrices de **Saint-Vincent-et-les Grenadines** ont amélioré les profits de leurs commerces et la nutrition de leurs familles.



¹⁵ Réseau des productrices rurales de la Grenade, Forum agricole de la Grenade pour les jeunes et Coopérative Closier des jeunes agriculteurs.

2.3 Améliorer la capacité de l'agriculture à s'adapter au changement climatique et à en atténuer les conséquences, et à mieux utiliser les ressources naturelles

L'IICA a déployé des efforts importants pour faire en sorte que la question du changement climatique soit inscrite dans les programmes d'action nationaux, impulser l'obtention d'un équilibre entre les politiques visant la protection de l'environnement et celles qui sont axées sur le développement agricole, définir des méthodes de production plus respectueuses de l'environnement et contribuer à la conception de politiques, de stratégies et de cadres institutionnels qui préparent le secteur agricole à s'adapter au changement climatique.

🌍 Adaptation de l'agriculture au changement climatique

À la demande du Secrétariat socio-économique de l'Institut italo-latino-américain (IILA) d'Italie, l'Institut a élaboré le document intitulé « Gestion de la coopération technique de l'IICA pour une agriculture durable et compétitive dans la région ALC face au changement climatique », qui a été inclus dans le sixième volume de la publication *Collana di Studi Latinoamericani – Economia e Società*. Grâce à cette publication, qui est disponible sur le site web de l'IILA, l'IICA a acquis le statut d'organisme de référence dans le domaine de l'agriculture et du changement climatique.

À ce même propos, l'Institut a progressé dans la formulation de propositions d'instruments servant à évaluer quantitativement les processus d'adaptation de l'agriculture au changement climatique sur le plan national et le degré d'engagement des institutions pour orienter les ressources vers des initiatives axées sur des synergies entre environnement et agriculture. Ces propositions ont été validées dans des ateliers tenus au **Mexique**, en **Équateur** et au **Costa Rica**.

L'Institut a collaboré à la conceptualisation et à la formulation du Programme de coopération technique intergouvernemental pour la gestion territoriale des processus d'adaptation de l'agriculture aux effets du changement climatique (PRICA-ADO), en organisant un atelier de spécialistes et en recensant les acteurs locaux en Mésoamérique. De même, l'Institut a réussi à intégrer le nœud international et dix nœuds nationaux au réseau PRICA-ADO, tâche qui constituait la première phase du projet.

Par ailleurs, l'Institut a prêté son appui à la Commission de l'environnement du Sénat de la République du **Mexique**, dans la rédaction et la révision des versions préliminaires du Projet de Loi générale sur le changement climatique du Mexique, qui a été soumis au Congrès pour analyse.

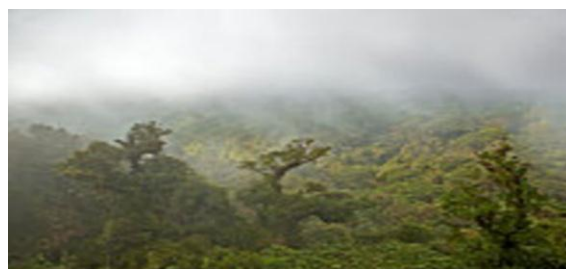
Dans le cadre du projet « Agriculture intelligente, empreinte carbone et empreinte hydrique », exécuté au titre de la coopération avec le MAGyP, l'Institut a élaboré le document intitulé « L'**Argentine** et l'agriculture intelligente » et entrepris un travail de coordination institutionnelle pour établir les lignes directrices d'une stratégie nationale relative à l'empreinte carbone. En outre, les programmes de coopération de l'IICA exécutés en coordination avec l'Institut national de technologie agricole INTA ont permis de

disposer d'une série de données climatologiques, d'une caractérisation de l'agriculture familiale et de ses systèmes productifs dans trois territoires choisis et d'une évaluation de l'information climatique recueillie en Argentine. Ces résultats s'ajoutent à l'établissement de la section « Ressources naturelles et changement climatique » sur le site web du bureau de l'IICA en Argentine (www.iica.org.ar), où l'on peut trouver des exposés et de l'information sur les conférences et les publications de l'IICA et d'autres organismes sur ces questions.

Activité agricole respectueuse de l'environnement

Dans la région andine, l'Institut a mis à disposition de l'information sur les innovations et les systèmes institutionnels pour la gestion des différends entre agriculture et exploitation minière, la gestion sociale de l'eau, les modèles de gestion territoriale, la réduction des conséquences environnementales de l'activité minière et les règles et modes de relation entre les gouvernements locaux, les entreprises minières et les collectivités rurales.

L'IICA a lancé les appels à projets du Programme de gestion forestière durable, qui a pour but d'impulser l'exécution de projets d'innovation forestière, et du Programme de partenariat dans les domaines de l'énergie et de l'environnement dans la région andine, qui a pour objectif de financer des projets novateurs dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Les deux programmes font l'objet d'une contribution du gouvernement de la Finlande s'élevant à 15 millions USD.



La région andine a profité de deux nouveaux programmes: « Gestion forestière durable dans la région andine » et « Partenariat dans les domaines de l'énergie et de l'environnement dans la région andine ». Le financement, qui s'élève à 10 millions d'euros, est entièrement assuré par le ministère des Affaires étrangères de la Finlande.

Gestion efficiente et intégrée des ressources naturelles

L'Institut a fourni des services de coopération technique au vice-ministère de l'Agriculture de l'**Équateur** pour l'élaboration de la proposition de Plan national d'irrigation. Il a également collaboré avec le ministère de le MAG du **Costa Rica** dans la formulation du document de base du projet « De l'eau pour Guanacaste, Costa Rica ». Les deux documents prennent en compte les notions de perspective éco-systémique, de gestion de bassins et de gestion intégrée des ressources hydriques.

Par ailleurs, au **Honduras**, l'Institut a participé à la constitution du Nœud national d'adaptation de l'agriculture au changement climatique; en **Haïti**, il a conçu le Programme intégré d'agroforesterie, et en **Équateur**, il a donné un cours sur la gestion des risques et les systèmes d'alerte précoce pour la province de Pichincha.

En **Colombie**, l'Institut a terminé la phase de démonstration du Plan agroproductif du district d'irrigation du Triangle de Tolima, qui consistait à sélectionner 66 hectares appartenant à des petits producteurs pour la mise en œuvre du Plan, à construire des

systèmes d'irrigation à la parcelle et à semer 14 cultures pour évaluer leur comportement agronomique et économique.

Utilisation plus efficace de l'eau

À la **Barbade**, des démonstrations techniques ont été réalisées sur l'utilisation efficace des réservoirs de ferro-ciment pour recueillir et emmagasiner l'eau, ce qui constitue une solution plus pratique et plus économique pour les agriculteurs. À **Saint-Kitts-et-Nevis**, le ministère de l'Agriculture a mis en œuvre le Plan d'action pour la gestion de l'eau conçu avec le soutien de l'IICA, ce qui a conduit à l'incorporation de la gestion des ressources naturelles dans les stratégies de développement du pays. Avec l'appui de l'Institut, à **Sainte-Lucie**, on a commencé à utiliser des systèmes de collecte de l'eau dans les écoles afin de promouvoir une utilisation plus rationnelle de la ressource hydrique en agriculture. L'objectif est de faire de ce projet un instrument d'enseignement dans les programmes scolaires de sciences naturelles.

L'IICA a participé à diverses initiatives de développement forestier en **Équateur**, en parrainant des espaces de dialogue et de concertation en matière de gestion forestière durable, d'énergies de remplacement et d'efficacité énergétique, auxquels ont participé 60 institutions liées au développement forestier de Quito et Tena. À San Martín et Lima, au **Pérou**, l'Institut a impulsé la réalisation d'initiatives similaires visant à déterminer les limites et le potentiel du secteur forestier, auxquelles ont participé des autorités et des représentants de gouvernements régionaux et locaux, du secteur privé et du secteur universitaire. Enfin, en coordination avec le Programme coopératif de recherche et de transfert de technologie agricole pour la région andine (PROCIANDINO), au **Venezuela**, l'Institut a recensé les besoins en matière de changement climatique, de gestion des risques sanitaires et d'innocuité des aliments.

Tableau 4. Programmes et projets sur les ressources naturelles formulés et négociés par l'IICA.

Programme/projet	État d'avancement
Plan de redressement après des catastrophes naturelles pour Sainte-Lucie	Plan élaboré avec la CEPALC, fondé sur une évaluation des dommages occasionnés par l'ouragan Thomas.
Programme « De l'eau pour Guanacaste, Costa Rica »	Programme élaboré et soumis à la Présidence de la République, conformément à l'accord correspondant.
Programme visant à impulser des projets pilotes de paiement de services écosystémiques en Argentine	Proposition élaborée et soumise au Secrétaire du SAGyP de l'Argentine.

Source : Direction de la coopération technique.

2.4 Améliorer la contribution de l'agriculture à la sécurité alimentaire

🌱 Système institutionnel et services pour appuyer les producteurs à petite échelle

Avec l'intention d'améliorer la contribution de l'agriculture familiale et à petite échelle à la réalisation de la sécurité alimentaire (SA) dans ses pays membres, l'Institut a encouragé une meilleure utilisation des semences certifiées par les petits agriculteurs et la mise à jour des études sur la situation actuelle de la SA dans la région.

Pour renforcer l'accès des producteurs à des semences certifiées de qualité, l'IICA, la *Iowa State University* et le CIAT ont élaboré une proposition de programme continental visant à créer des entreprises semencières qui regroupent des associations de producteurs. L'Institut a obtenu l'engagement de la province de Loja en **Équateur** de mettre en place en 2012 une entreprise de cette nature avec un projet pilote. Des évaluations de la proposition ont également été entreprises au **Pérou**, en **Équateur** et en **Colombie**.

À la suite d'un accord avec le gouvernement **haïtien**, l'IICA et l'Agence brésilienne de coopération (ABC) ont collaboré pour former 100 familles au sujet de l'hygiène de l'eau, entraîner des maçons à construire des citernes pour emmagasiner l'eau, et construire 70 citernes de ce type dans des foyers et des écoles. Ce projet a bénéficié d'un financement de l'Agence australienne pour le développement international (AusAID). Un nouvel accord a été signé directement avec l'AusAID pour la construction d'une autre série de 175 citernes dans quatre localités de la municipalité de Ganthier.

Grâce à l'exécution du projet Pro-Huerta en **Haïti** sous l'égide de l'IICA, 11 758 familles ont bénéficié de la production potagère d'arrière-cour, 700 familles se sont lancées dans l'aviculture et plus de 2 300 promoteurs (30 % de femmes) ont reçu une formation dans des domaines comme l'établissement de potagers, la lutte biologique, la fertilité du sol et la production de semences, entre autres. Par ailleurs, grâce à d'autres projets exécutés par l'IICA avec des partenaires comme le FIDA, il a été possible de renforcer la sécurité alimentaire à Leogane et Petit Goave, et de former plus de 1 000 cultivateurs d'arbres fruitiers et d'essences forestières en matière de stratégies pour moderniser leurs filières.



Le projet Pro-Huerta a profité à plus de 11 700 familles d'Haïti.

En collaboration avec l'Institut de nutrition et de technologies alimentaires (INTA) de l'Université du Chili, l'IICA a prêté son appui au Comité technique du Conseil national de l'alimentation et de la nutrition (CT-CONAN) de la **Bolivie** et au conseil municipal de Caripuyo dans la réalisation des activités du Projet d'alimentation complémentaire de la municipalité de Caripuyo. L'IICA a également apporté sa collaboration dans le suivi de la

mise en œuvre des recommandations de l'INTA au sujet du Programme multisectoriel de malnutrition zéro de la Bolivie.

À la **Barbade**, l'Institut a coopéré à la réalisation de divers cours sur l'établissement de potagers d'arrière-cour, ce qui a permis aux agriculteurs participants d'accroître l'offre de fruits frais et de légumes.

Analyse et suivi de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

À titre de contribution au VI^e Sommet des Amériques, l'IICA a élaboré le document intitulé « Sécurité alimentaire et agriculture à petite et moyenne échelle dans la région ALC », qui résume la situation actuelle de la sécurité alimentaire dans la région ALC, l'état de la production agricole dans la région et les faits saillants qui ont marqué les marchés agricoles sur le plan mondial. Les auteurs de l'étude exhortent les pays qui ne sont pas encore dotés d'une stratégie alimentaire à en élaborer une, et soulignent quelques-uns des aspects à prendre en compte dans la formulation et la mise en œuvre d'une telle stratégie. Par ailleurs, l'IICA a soumis à l'USDA une proposition concernant l'élaboration de stratégies, de programmes et de plans de sécurité alimentaire qui pourraient être mis en œuvre dans la région ALC.

L'Institut a répondu avec célérité à la demande que lui ont présentée les ministres de l'Agriculture de l'Amérique centrale, en élaborant et en leur soumettant un système de détermination de la disponibilité d'aliments de base pour cette région et la République dominicaine.

Enfin, l'Institut a élaboré le document intitulé « Contribution de l'IICA à la décision de Marrakech et à la sécurité alimentaire », dans lequel sont résumées les principales actions réalisées par l'IICA en 2011 en matière de sécurité alimentaire. Ce document, disponible sur le site web de l'Institut, a permis à l'IICA de s'acquitter du mandat dicté par l'OMC à ses organisations observatrices, en vertu duquel ces dernières doivent présenter une note annuelle aux pays les moins développés, dans laquelle sont décrites les actions exécutées pendant l'année en matière de sécurité alimentaire.

2.5 Analyse stratégique pour l'agriculture

L'Institut s'est acquitté de sa tâche de réaliser des analyses stratégiques sur des questions concernant l'agriculture et sur les politiques publiques qui ont une incidence dans le secteur. Désormais, les ministères de l'Agriculture disposent d'information qui leur permettra d'anticiper les événements et de définir des visions d'État à long terme.

Politiques publiques pour l'agriculture

L'Institut a élaboré cinq modules de formation dans le domaine des instruments d'analyse pour l'agriculture en **Équateur**, au **Pérou**, au **Costa Rica**, en **République dominicaine** et au **Paraguay**. Il a également contribué à l'élaboration de stratégies en matière de politiques publiques pour l'agriculture et de sécurité alimentaire dans les Caraïbes, ainsi qu'à la formulation de plans stratégiques agricoles au **Costa Rica**, au **Pérou** et au **Panama**. Dans

ce dernier pays, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de renforcement du Ministère du développement agricole (MIDA) prévu dans le Plan d'action stratégique du secteur agricole panaméen 2010-2014, l'Institut a participé à la mise en place de neuf comités de filières agricoles, présenté un projet de restructuration organisationnelle du MIDA et formé 32 fonctionnaires publics dans les domaines de l'agro-informatique et des projets.

En **Argentine**, l'IICA a coopéré avec le MAGyP dans la formulation du Plan stratégique agroalimentaire et agro-industriel participatif et fédéral 2010-2016. Il a également collaboré avec le sous-secrétariat à l'Agriculture familiale dans la réalisation d'une étude sur les coopératives agricoles et autres formes d'association. À la suite d'un atelier sur la conception d'un programme de formation de jeunes dirigeants ruraux organisé de concert avec le MAGyP, la Direction nationale des jeunes ruraux dispose maintenant d'information systématisée et d'une méthodologie pour la planification de programmes de formation axés sur les compétences.

Au **Guatemala**, l'Institut a apporté un soutien technique au Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation (MAGA) dans l'élaboration de la Politique sectorielle agricole 2011-2015 et du plan d'action pour l'exécution d'investissements dans le secteur fruiticole. Il a également apporté une aide au Collège d'ingénieurs agronomes dans la formulation de son plan stratégique, et coopéré à la consolidation du Sous-système national de recherche, de transfert de technologie et d'innovation agricole (SNITA).

Au **Honduras**, l'IICA a appuyé le renforcement de la Direction de la promotion du commerce extérieur et des investissements du secrétariat à l'Industrie et au Commerce, grâce à un programme de formation dans les domaines de la planification stratégique, de l'organisation de rencontres internationales de promotion, de la compréhension des marchés et des diagnostics pour l'exportation.

Avec le ministère de l'Agriculture d'**El Salvador**, l'Institut a signé des protocoles d'entente qui lui ont permis d'offrir un accompagnement dans le cadre du Plan d'agriculture familiale (PAF), de mettre en œuvre le Programme de filières productives, qui profite à plus de 65 000 familles d'agriculteurs¹⁶, et de collaborer à l'acquisition d'intrants, contribuant ainsi à la réalisation de la sécurité alimentaire dans le pays. Il a également apporté sa coopération pour que le pays puisse faire face à la situation d'urgence nationale provoquée par la dépression tropicale 12-E; de concert avec la FAO et des institutions nationales, l'Institut a dressé un inventaire des dégâts et apporté une assistance technique pour la remise en état. En outre, l'Institut a



Le Président d'El Salvador, M. Mauricio Funes, présente le Plan d'agriculture familiale de ce pays, dans le cadre duquel l'IICA est responsable de la fourniture d'un soutien technique au Programme des filières productives.

¹⁶ Les filières des céréales de base, des produits laitiers, des fruits, des produits maraîchers, du miel, du cacao, du café et de l'aquaculture disposent déjà de comités techniques. Par ailleurs, plus de 1 000 agriculteurs se sont inscrits pour bénéficier du PAF et plus de 511 initiatives susceptibles de recevoir un appui du PAF ont été recensées, dont 195 présentent un potentiel de réussite élevé.

signé un accord avec la Banque multisectorielle d'investissement d'**El Salvador** pour la mise en œuvre des propositions de politiques et de procédures concernant l'octroi d'une aide aux producteurs de café.

À **Antigua y Barbuda**, l'Institut a collaboré avec divers départements du ministère de l'Agriculture en vue de l'officialisation des plans d'affaires pour 2012. Il a également terminé l'examen de ce ministère commencé en 2010, lequel a été soumis au cabinet des ministres de ce pays, qui l'a accepté.

Après une vaste étude réalisée par l'IICA à la **Grenade**, l'Institut a formulé une série de recommandations afin que les fermes de l'État soient en mesure de mieux faire face aux sérieux défis économiques, sociaux et politiques qui se posent. Il a également prêté assistance au ministère de l'Agriculture de **Saint-Kitts-et-Nevis** dans la formulation d'un plan qui oriente le développement du secteur à moyen terme.

L'IICA a fourni une aide dans les processus de remise en état des directions départementales du ministère de l'Agriculture d'**Haïti**, où l'on cherche à améliorer, avec des fonds de l'Union européenne et du Canada, la sécurité alimentaire et la planification et le contrôle des dépenses publiques.

Au **Guyana**, l'Institut a examiné les programmes d'études des deux principales institutions d'enseignement agricole – la Faculté d'agronomie et de foresterie de l'Université du Guyana et l'École d'agriculture du Guyana – afin que ces programmes soient cohérents avec les politiques publiques visant à moderniser le secteur.

Analyses prospectives et stratégiques pour l'agriculture

Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage du **Pérou** a consolidé son Groupe d'analyse des cultures sensibles, travail auquel l'IICA a prêté son appui en mettant à disposition des modèles et des méthodologies pour le calcul des niveaux de production et des revenus nets, et en recommandant des politiques qui facilitent l'analyse des problèmes et la conception de propositions.



La CEPALC, la FAO et l'IICA ont présenté en octobre, à San José, Costa Rica, le rapport intitulé « Perspectives de l'agriculture et du développement rural dans les Amériques : regard sur l'Amérique et les Caraïbes 2011-2012 ».

De concert avec la FAO et la CEPALC, l'IICA a élaboré et publié le rapport intitulé « Perspectives de l'agriculture et du développement rural dans les Amériques : regard sur l'Amérique latine et les Caraïbes 2011-2012 », travail qui a permis de consolider le partenariat de l'Institut avec la FAO et la CPALC. L'Institut a également contribué à l'analyse des enjeux cruciaux et conjoncturels de l'agriculture, en préparant des notes techniques à l'intention des ministres de l'Agriculture et de divers forums et conférences organisés avec différents organismes nationaux et internationaux sur des questions comme le changement climatique, le G-20 et l'innovation.

Diverses études réalisées par l'IICA ont permis aux autorités du gouvernement de la **Jamaïque** de disposer d'informations très utiles sur les marchés, l'agriculture et le développement rural. Citons notamment : a) « *Commodity Glut Management Strategy* » (Stratégie de gestion des excédents de produits de base); b) « *The Impact of Farm Roads on Agriculture and Rural Development* » (Impact des routes de fermes sur l'agriculture et le développement rural), et c) « *Policy Instruments to Support Agricultural Development in Jamaica* », (Instruments de politique pour soutenir le développement agricole en Jamaïque).

En appui à la **modernisation de l'agriculture de ses pays membres**, l'IICA a assuré le suivi des négociations agricoles menées dans le cadre de l'OMC, impulsé la formation dans des domaines liés à l'Accord sur l'agriculture de cette organisation et élaboré une méthodologie pour l'évaluation de la performance, de la vision et des stratégies en matière de TIC dans le système institutionnel public agricole, qui a été appliquée en **Uruguay**, au **Costa Rica** et au **Paraguay**.

3. Modernisation institutionnelle et stratégies

3.1 Suivi du processus des Sommets des Amériques

L'IICA a contribué activement à la mise en œuvre des mandats des Sommets des Amériques et des accords des Réunions des ministres de l'Agriculture des Amériques. À ce dernier égard, comme il est montré en détail dans la section précédente, il s'est employé à fournir une coopération technique d'excellence dans des domaines et sur des questions prioritaires pour les pays et à promouvoir le dialogue et la réflexion sur les défis et les possibilités qui ont surgi pour le secteur agricole du Continent.

En outre, l'Institut a joué un rôle clé dans la prestation d'un appui aux ministres de l'Agriculture dans les réunions continentales sur l'agriculture, pour lesquelles il assume le rôle de Secrétariat technique. Il a également œuvré au suivi du processus des Sommets des Amériques et mis à la disposition du Groupe de suivi des Sommets (GRIC) de l'information sur les réalisations des réunions ministérielles et sur les contributions de l'Institut à l'exécution des mandats et aux projets de déclaration des Sommets. Enfin, il a coordonné différentes actions avec d'autres organisations internationales liées au développement de l'agriculture dans les Amériques.

Il convient de souligner que, en ce qui concerne la volonté des mandataires de «...renforcer la participation des ministres au processus des Sommets des Amériques et les suites qu'ils y donnent, d'améliorer la mise en œuvre des décisions [prises] pendant ce Cinquième Sommet...» (paragraphe 90 de la Déclaration d'engagement de Port of Spain), l'IICA, dans son rôle de Secrétariat technique de la Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques San José 2011, a facilité le dialogue et appuyé la réalisation d'un consensus dans le processus d'élaboration de la Déclaration des ministres de l'Agriculture des Amériques San José 2011, dans laquelle sont endossés :

«...des engagements visant à progresser vers la sécurité alimentaire, le bien-être rural et le développement d'une agriculture compétitive, durable et inclusive et en adéquation avec les défis et axes thématiques adoptés pour le Sixième Sommet des Amériques 'Connecter les Amériques : partenaires pour la prospérité', Colombie 2012 ».

Postérieurement à ladite réunion ministérielle, l'Institut s'est acquitté de son obligation de « soumettre... au Groupe de suivi des Sommets (GRIC), un compte rendu intégral des avancées et progrès réalisés dans toutes les réunions ministérielles interaméricaines en appui aux objectifs des Sommets » (paragraphe 91 de la Déclaration d'engagement de Port of Spain).

Par ailleurs, l'IICA, en tant que partenaire institutionnel du processus des Sommets des Amériques, a continué de participer à toutes les réunions du GRIC et du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC). Il a également continué d'apporter un soutien technique aux pays dans le processus d'élaboration du projet de Déclaration du Sixième Sommet. En particulier, l'IICA a mis l'accent sur la contribution de l'agriculture à la question de la

réduction de la pauvreté et des inégalités dans les territoires ruraux, sur l'atténuation des répercussions des activités agricoles sur l'environnement, sur l'intervention à la suite de catastrophes naturelles et sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la qualité de vie grâce à un accroissement des investissements dans l'innovation, aspect fondamental pour consolider un secteur agroalimentaire compétitif, durable et inclusif.

3.2 Gouvernance

En 2011 se sont tenues des réunions des deux organes de direction de l'IICA : le Comité exécutif (CE)¹⁷ et le Conseil interaméricain de l'agriculture (Le Conseil)¹⁸.

Comité exécutif

Dans le cadre de la Trente et unième réunion ordinaire du CE¹⁹, ont été adoptées les décisions suivantes :

- Politique institutionnelle et services de coopération technique : le CE a examiné et approuvé le rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du PMT 2010-2014 de l'IICA, dans lequel sont décrites les activités réalisées par l'Institut en 2010 dans le cadre de la mise en œuvre de programmes de coopération aux niveaux national, régional et continental.
- Questions budgétaires et financières : Le CE a pris connaissance des états financiers de l'Institut correspondant à l'exercice 2010 et du rapport des commissaires aux comptes, qui ont fait foi de la bonne gestion des ressources financières de l'Institut pendant l'exercice 2010 et confirmé que l'administration de l'IICA a été conforme aux dispositions des règlements de l'Institut. Le CE a également approuvé le Dix-septième rapport du Comité de révision de la vérification (CRV) et élu Mme Magela E. Kinkead C., représentante du Panama, pour occuper un siège au sein du CRV pendant la période 2012-2017. Par ailleurs, il a été décidé de désigner le cabinet Ernst & Young pour agir à titre de commissaires aux comptes de l'IICA et du Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) pendant la période 2012-2013. Enfin, le CE a décidé d'engager un cabinet conseil chargé de réaliser une étude sur le recouvrement total des frais engendrés par l'administration de projets extérieurs.

¹⁷ Le CE est composé de 12 États membres élus pour une période de deux ans, selon des critères de roulement partiel et de distribution géographique équitable. Le CE prend des décisions pour faciliter la mise en œuvre de la mission institutionnelle d'appuyer les 34 États membres de l'IICA dans la recherche du développement durable de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la prospérité des collectivités rurales.

¹⁸ Le Conseil, organe supérieur de direction de l'IICA, est composé des 34 États membres de l'Institut et tient une réunion ordinaire tous les deux ans.

¹⁹ Cette réunion s'est tenue au siège de l'IICA à San José, Costa Rica, du 12 au 14 juillet 2011, avec la participation des pays membres du Comité suivants : Bahamas, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Costa Rica, Haïti, Panama, Paraguay, Saint-Kitts-et-Nevis et Uruguay. La réunion était présidée par Mme Gloria Abraham Peralta, ministre de l'Agriculture et de l'Élevage du Costa Rica.

- Questions relatives aux organes de direction de l'IICA: Entre autres thèmes, le CE a examiné les questions concernant les responsabilités du représentant du Conseil auprès du Conseil supérieur du CATIE, le rapport de la réunion ordinaire 2011 de la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion (CCSQG), les progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions de la Quinzième réunion ordinaire du Conseil (2009) et de la Trente et unième réunion ordinaire du CE (2010), l'ordre du jour de la Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques et la date et le lieu de la Trente-deuxième réunion ordinaire du CE.
- Questions relatives aux partenariats avec des organismes internationaux : le CE a décidé d'appuyer les efforts déployés pour que le Directeur général de l'IICA coordonne des partenariats avec des organismes et institutions nationaux et internationaux tels que le CATIE, l'Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes (CARDI) et le CGIAR. En outre, le CE a examiné et accueilli avec satisfaction le rapport du CATIE pour l'exercice biennal 2010-2011 et les programmes d'action conjointe IICA/CATIE et IICA/CARDI.

Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques 2011 et réunion du Conseil interaméricain de l'agriculture



La Présidente du Costa Rica, Mme Laura Chinchilla, a souligné l'importance d'innover dans l'agriculture pour étendre la frontière agricole du Continent.

La Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques 2011, dont le thème était « *Semer l'innovation pour récolter la prospérité* »²⁰, a servi de contexte pour la Seizième réunion ordinaire du Conseil. Lors de cette dernière, le Conseil s'est penché sur des questions d'importance stratégique pour l'IICA et ses pays membres et a adopté des décisions cruciales pour l'Institut, liées principalement à la mise en œuvre du PMT 2010-2014, aux nouvelles initiatives que l'IICA doit envisager et au Programme-budget 2012-2013.

Les représentants des États membres ont adopté et signé la Déclaration des ministres de l'Agriculture des Amériques San José 2011, dans laquelle ils se montrent convaincus que l'innovation est fondamentale pour réaliser une agriculture compétitive, durable et inclusive²¹.

²⁰ Cette rencontre s'est tenue du 19 au 21 octobre 2011 à San José, Costa Rica, avec la participation de délégations des pays suivants : Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Dominique, Équateur, El Salvador, États-Unis d'Amérique, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago et Uruguay. Ont participé également l'Espagne, en qualité de pays associé, 17 délégations d'organismes internationaux, des représentants d'institutions d'enseignement et des invités spéciaux.

²¹ Le texte intégral de la Déclaration figure à l'annexe 2 du présent rapport.

En marge de la rencontre s'est tenue une autre activité importante, soit le forum intitulé « *L'innovation pour une agriculture durable, compétitive et inclusive* », auquel ont participé des institutions comme la CEPALC, la BID, le CGIAR et la société EMBRAPA. Le forum a permis aux ministres et aux autres représentants des États membres de mener un dialogue enrichissant sur le rôle important que peut jouer l'innovation afin que l'agriculture devienne durable, compétitive et inclusive.

Le Directeur général élu de la FAO, M. José Graziano da Silva, a présenté un exposé sur ses objectifs de travail pour le Continent. Un représentant de la Fondation Bill & Melinda Gates a également participé au forum.

3.3 Partenariats stratégiques

IICA, États-Unis et Canada

L'Institut a signé avec le Programme alimentaire mondial (PAM) des ententes qui ont permis de systématiser les expériences menées dans le cadre de l'initiative « Achats pour le progrès » (P4P) visant à connecter les agriculteurs aux marchés et à permettre l'utilisation d'outils technologiques et de fonds renouvelables. En outre, l'Institut a impulsé le renforcement des compétences en organisation et gestion d'entreprise de 20 associations de petits producteurs de céréales de base du **Honduras**, ainsi que les compétences en matière de leadership, de production primaire et de gestion post-récolte de 100 organisations de petits producteurs et de plus de 6 000 producteurs de maïs et de haricot au **Guatemala**. Le PAM s'est associé en tant que partenaire à l'Initiative centraméricaine de facilitation de l'accès des petits producteurs agricoles aux marchés, et fait maintenant partie du consortium aux côtés de l'IICA, du CAC et de la RUTA. L'Institut a également participé à l'évaluation du P4P qui, à l'échelle mondiale, a été réalisée en **El Salvador**.

Par ailleurs, l'Institut a élargi ses liens avec des fonctionnaires de haut niveau du Département d'État, du Congrès et du ministère de l'Agriculture des **États-Unis d'Amérique** (USDA), auprès desquels il a fait valoir l'action de l'Institut et la nécessité de continuer d'investir dans l'agriculture durable. L'USDA a officialisé un don de 4,6 millions USD au titre de son programme « Vivres pour le progrès » (*Food for Progress*) pour le renforcement des systèmes de quarantaine en **Haïti** et en **République dominicaine**.

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du **Canada** a réitéré son engagement d'appuyer l'IICA dans sa capacité d'élaborer des projets. Dans cette perspective, l'Institut a coordonné et préparé huit projets relatifs à la protection sanitaire agricole et innocuité des aliments PSAIA, à l'analyse des risques et aux organismes génétiquement modifiés, en vue de les soumettre au dit ministère de ce pays.

IICA et Europe

Le projet de réseau SICTA, financé avec des fonds du Agence suisse pour le développement international (DDC), a permis en 2011 de réaliser le Salon national de

l'innovation et de mettre en place un réseau national d'innovations dans les domaines du haricot et du maïs au **Nicaragua**, et de sélectionner des projets de diffusion d'innovations au **Honduras** et au **Guatemala**.



Le programme PRIICA, financé par l'Union européenne à hauteur de 5 millions d'euros, renforcera les niveaux technologiques des filières de la tomate, de l'avocat, de la pomme de terre et de la yuca en Amérique centrale.

Dans le cadre du Programme régional de recherche et d'innovation dans les filières pour la sécurité alimentaire (PRIICA), avec le soutien de l'IICA et des ressources de l'Union européenne, des consortiums d'innovation locaux ont été répertoriés dans six pays d'Amérique centrale, pour les quatre filières prioritaires à savoir : tomate, avocat, pomme de terre et yuca. Ont participé à ces consortiums des organisations de producteurs et des institutions nationales et locales.

L'IICA a fourni une assistance technique dans le cadre du Programme de soutien à la production de semences de céréales de base pour la sécurité alimentaire au Nicaragua (PAPSSAN), lequel est exécuté avec des ressources de l'Union européenne et le concours du Plan national de semences du gouvernement du Nicaragua, dirigé par l'Institut nicaraguayen de technologie agricole (INTA).

Dans le but d'élaborer un programme de recherche sur le changement climatique, la sécurité alimentaire, le commerce et les TIC, l'IICA a établi un partenariat avec la Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB-AECID), le Réseau latino-américain de politique commerciale (réseau LATN), des universités espagnoles et les conseils régionaux d'Estrémadure et d'Andalousie pour l'élaboration de projets d'investissement extérieur.

IICA et CATIE

Dans le but d'établir les bases réglementaires pour renforcer et compléter la coopération entre l'IICA et le CATIE, les directeurs généraux des deux institutions ont signé un accord bilatéral général de coopération interinstitutionnelle qui met l'accent sur la gestion du savoir, l'innovation technologique et la gestion des ressources naturelles.

L'IICA et le CATIE administrent ensemble la Bibliothèque commémorative Orton, qui constitue l'un des principaux points d'accès au savoir et à l'information sur l'agriculture, les ressources naturelles et la vie rurale dans la région ALC.

Le CATIE participe actuellement à des réseaux et mécanismes collaboratifs dont le secrétariat technique a été confié à l'IICA. Citons, par exemple, le Programme coopératif régional pour le développement technologique et la modernisation de la caféiculture (PROMECAFÉ), dans le cadre duquel des initiatives conjointes ont été lancées pour

améliorer les caractéristiques génétiques du café et pour impulser la culture des hybrides « F » du café. Les deux institutions ont également apporté leur soutien au CAC dans la mise en œuvre de l'ECADERT (initiatives dans des territoires particuliers, constitution et consolidation de réseaux nationaux et réseau régional de Groupes d'action territoriale) et de l' Stratégie régionale en matière d'agroenvironnement et de santé (ERAS).

Afin de promouvoir l'élaboration d'une démarche écosystémique applicable par les familles agricultrices de la région ALC et le renforcement de leurs capacités pour garantir la stabilité alimentaire, l'Institut et le CATIE ont apporté leur soutien à l'élaboration des publications suivantes : i) La quinoa : une solution pour garantir la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des petites familles productrices. Considérations pour des politiques de développement en **Colombie**; ii) Capitaux de vie : familles productrices de quinoa, leurs capitaux et la sécurité alimentaire dans la province centrale de Boyacá, **Colombie**; y iii) Capitaux de la collectivité, moyens de subsistance et vulnérabilité sociale face aux ouragans sur la côte du Yucatan au **Mexique**.

Les cours en ligne intitulés « Introduction aux systèmes agroforestiers » et « Agroforesterie avec des cultures annuelles et vivaces » ont été mis à jour sur la plateforme e-VIDA de l'IICA pour familiariser les participants avec les notions de développement des systèmes agroforestiers et leurs applications dans la région ALC pendant l'année 2012.

L'IICA s'est joint aux Comités consultatifs nationaux (CAN) du CATIE au **Guatemala, Belize, Honduras, Nicaragua, El Salvador, Panama et Costa Rica**, auxquels il a apporté d'importantes contributions grâce aux connaissances que possède l'Institut au sujet de ces pays dans les domaines des techniques et des politiques. Le travail concerté a permis, entre autres résultats, aux acteurs privés et publics du **Guatemala** de déterminer les principaux facteurs qui limitent la compétitivité des producteurs de viande et de lait et de définir les stratégies et les politiques nécessaires pour réaliser le développement compétitif et durable de ces deux filières.

IICA et CARDI

Le Comité exécutif de l'IICA a approuvé le Programme de collaboration IICA-CARDI 2011-2014, qui vise à faciliter la formulation et la complémentation de projets de coopération technique, l'établissement de liens entre le CARDI, l'IICA et d'autres institutions de recherche en Amérique latine et l'intégration de réseaux de sciences, de technologie et d'innovation.



La coopération technique de l'IICA dans les Caraïbes consiste en au moins 47 projets auxquels participent d'importants partenaires stratégiques nationaux et internationaux.

Au **Belize**, en collaboration avec l'organisation *Ayuda para el Progreso*, le ministère de l'Agriculture et des Pêches et l'Ambassade des États-Unis d'Amérique, entre autres organismes, le CARDI et l'Institut ont coordonné des actions visant à améliorer la

production de haricot et de maïs et à réduire les pertes post-récolte de ces cultures, grâce auxquelles il a été possible d'améliorer les revenus d'au moins 70 familles dans les collectivités frontalières de Jalacte et San Vicente.

En **Jamaïque**, le CARDI et l'IICA ont élaboré des projets visant à impulser la culture des plantes médicinales, l'élevage de petits ruminants et la caractérisation de la yuca. Aux Bahamas et à la Grenade, les deux institutions ont réalisé des actions conjointes pour promouvoir la culture de plantes fourragères et la gestion appropriée des troupeaux, pendant que, dans divers pays²² des Caraïbes, des projets de recherche ont été menés sur les racines et tubercules. À **Trinité-et-Tobago**, s'est tenu le concours en vue de la remise du Deuxième Prix annuel IICA/CARDI pour l'excellence en journalisme agricole, lequel a permis d'améliorer les relations avec la presse et de favoriser une plus grande couverture journalistique des questions agricoles.

Autres partenaires stratégiques

Au **Pérou**, l'IICA et la FAO ont élaboré les « Lignes directrices stratégiques pour le développement de la micro, petite et moyenne agroindustrie », qui ont été soumises à la considération du ministère de l'Agriculture de ce pays. Au **Guyana**, l'IICA a apporté sa coopération dans la formation de jeunes de la collectivité d'Alikei, située sur les rives du fleuve Essequibo, dans les techniques d'apiculture, jeunes que l'Institut a également aidés dans l'établissement d'une entreprise avicole. L'IICA a aussi collaboré avec le ministère de la Production alimentaire, des Terres et des Questions marines de **Trinité-et-Tobago** dans l'élaboration de son cadre d'action stratégique, ainsi que dans l'amélioration des compétences des vulgarisateurs en gestion d'agroentreprises.

Enfin, l'IICA a renforcé ses liens avec le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), le *Codex Alimentarius*, la CIPV et diverses instances du ministère de l'Agriculture des États-Unis d'Amérique qui ont un lien avec la PSAIA.

3.4 Services institutionnels

Au début de 2011, l'Administration de l'IICA a fait face à deux grands défis : une situation financière complexe et la nécessité de répondre efficacement aux demandes croissantes de coopération technique de la part des pays membres. Outre ces deux défis, afin de garantir la viabilité économique et opérationnelle de l'Institut pour les années suivantes, il lui a fallu chercher des solutions pour couvrir un déficit interne de plus de 700 000 USD pour cette même année.

Le Directeur général a informé la CCSQG et le Comité exécutif de cette situation. Afin de trouver une solution, il a fait valoir la nécessité de modifier les quotes-parts des pays pour

²² Antigua-et-Barbuda, Barbade, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines.

l'exercice biennal 2012-2013, compte tenu du fait que ces quotes-parts étaient gelées depuis 1995, ce qui a provoqué une perte de valeur réelle du budget du Fonds ordinaire d'environ 30 % au cours de la dernière année.

Pour faire face aux défis susmentionnés, l'Institut a mis en œuvre en 2011 un programme d'austérité, de rationalisation et d'équité dans l'exercice des dépenses institutionnelles, lequel a été des plus fructueux puisqu'il a permis de couvrir le déficit, de financer la coopération technique de façon croissante, d'affecter des ressources à des projets techniques de coopération et de réaliser des améliorations dans plusieurs domaines d'action et diverses régions de l'Institut.

L'Administration continuera de promouvoir l'amélioration continue avec une vision globale, le travail collaboratif qui conduira à l'atteinte des objectifs stratégiques fixés et l'utilisation rationnelle, équitable et transparente des ressources institutionnelles, ce qui garantira la viabilité économique et opérationnelle de l'IICA pour les prochaines années.

Voici quelques-uns des résultats les plus importants :

Information financière

Le nouveau modèle de gestion, qui renforce et accompagne étroitement la prestation des services de coopération technique, a contribué efficacement, en temps opportun et de façon intégrale, à permettre à l'Institut de respecter les règles institutionnelles et d'appliquer les principes d'équité, de rationalité, de transparence et de reddition de comptes dans la gestion des ressources financières de l'IICA.

Ledit modèle a permis également de promouvoir la mise en œuvre d'une stratégie d'amélioration continue. Cela n'aurait pas été possible sans l'implantation du Système automatisé de gestion financière (SAP), qui a permis de normaliser les processus, d'accélérer la gestion des ressources et d'accroître les niveaux de contrôle. Le SAP a été installé au siège et dans 21 bureaux de l'IICA dans ses pays membres, ce qui signifie que 70 % des processus et ressources institutionnels est géré actuellement par ledit système.

Pendant l'année 2011, l'Institut a réussi à maintenir une situation financière stable, ce qui lui a permis de respecter ses engagements, malgré un budget limité. Le budget ordinaire de l'IICA comprend les ressources provenant des quotes-parts et des recettes diverses, avec lesquelles sont financées les dépenses de base de personnel et de fonctionnement et la fourniture de services de coopération technique aux États membres.

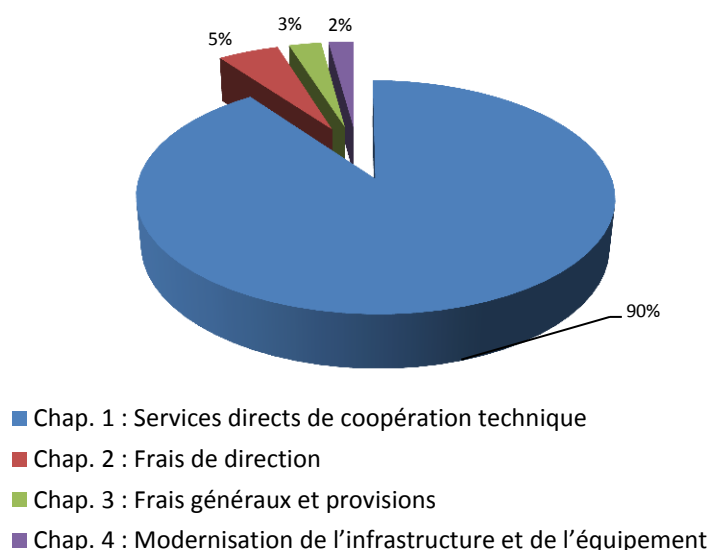
L'Institut administre également des projets financés avec des fonds extérieurs, pour lesquels il signe des accords avec des organismes, des gouvernements et des partenaires. Dans le cadre de ces projets, il réalise des activités visant à répondre à des besoins particuliers de ses pays membres, ce qui lui permet d'accroître sa contribution dans des domaines d'intérêt de ces pays. L'administration de ces projets est fondamentale pour permettre à l'IICA d'offrir des services techniques puisqu'elle génère des ressources au titre du Taux institutionnel net (TIN), qui contribuent à couvrir les coûts croissants de leur administration.

Tableau 5. Exécution du budget ordinaire de l'IICA par chapitre en 2011 (millions USD*).

Chapitre	Exécution	
	Montant	%
Chapitre 1 : Services directs de coopération technique	28,84	90,04%
Chapitre 2 : Frais de direction	1,64	5,12%
Chapitre 3 : Frais généraux et provisions	0,87	2,72%
Chapitre 4 : Modernisation de l'infrastructure et de l'équipement	0,68	2,12%
Total	32,03	100,00%

Source : Division de la gestion financière.

Figure 1. Ventilation des ressources du Fonds ordinaire exécutées par chapitre en 2011.



Source: Division de la gestion financière.

Information sur le capital humain

L'un des objectifs de la Division de la gestion du talent humain en 2011 était d'entreprendre la restructuration et la redéfinition de plusieurs processus et procédures, dans le but d'optimiser l'affectation des ressources, d'améliorer la fourniture des services techniques de coopération technique et de réaliser des économies d'échelle.

Le travail a porté plus particulièrement sur la modification et la simplification du Système d'évaluation du rendement individuel, ce qui a permis des économies importantes dans les heures-personnes consacrées au processus de planification et d'évaluation individuelle, et, partant, une utilisation du temps plus efficiente. Ce système, fondé sur la philosophie de l'amélioration continue, s'intègre mieux, en tant qu'élément d'appui, dans la coopération technique fournie aux pays membres.

En raison de la situation financière difficile de l'Institut, la composition du personnel professionnel a changé au cours des trois dernières années, avec des diminutions de 1,49 %

du nombre de professionnels internationaux et de 7,44 % du nombre de professionnels locaux, par rapport au nombre total de fonctionnaires de l'IICA.

Tableau 6. Répartition des ressources humaines de l'IICA par catégorie en 2009, 2010 et 2011.

Catégorie	Année		
	2009	2010	2011
Personnel professionnel international	89	83	77
Personnel professionnel local	336	290	276
Personnel des services généraux	437	442	519
TOTAL	862	815	872

Source : Division de la gestion du talent humain.

Il est important de souligner que le nombre de membres du personnel des services généraux a augmenté à la suite de l'accroissement des activités dans la gestion de projets financés avec des ressources extérieures, pour atteindre 185 personnes en 2011.

Tableau 7. Répartition des ressources humaines de l'IICA par catégorie et source de financement en 2011.

Catégorie	Source de financement				Total	%
	Fonds ordinaires		Fonds extérieurs			
	Nombre	%	Nombre	%		
PPI	74	8,49	3	0,34	77	8,83
PPL	218	25,00	58	6,65	276	31,65
PSG	334	38,30	185	21,22	519	59,52
TOTAL	626	71,79	246	28,21	872	100,00

Source : Division de la gestion du talent humain.

S'agissant du Programme-budget, l'Institut a appliqué une stratégie qui lui a permis de réaliser d'importantes économies d'échelle et de mieux s'acquitter des engagements pris en matière de fourniture de services de coopération technique, de gestion et de modernisation des installations et de l'équipement, garantissant ainsi l'exécution des programmes du PMT 2010-2014. Des mécanismes ont été mis en place pour effectuer des achats groupés, revoir les contrats de services et contrôler l'exécution des dépenses. Grâce à ces mécanismes, il a été possible d'accroître l'efficacité dans l'utilisation et la répartition des ressources, ce qui, à son tour, a permis de générer une plus grande équité et une meilleure discipline dans l'administration budgétaire, à laquelle ont également été appliqués les principes de transparence et de reddition de comptes.

Par ailleurs, des progrès ont été accomplis dans l'amélioration des instruments nécessaires à la concertation et à l'exécution de projets financés avec des ressources extérieures, ce qui a permis d'ajouter de la valeur à la participation de l'Institut dans ces projets.

En ce qui concerne les TIC, l'Institut a réussi à doter la totalité de ses bureaux dans les pays membres de systèmes de visioconférence, dans le cadre d'appuis à des projets de coopération. Cet investissement a permis d'améliorer les communications et de réduire les frais de déplacement, entre autres postes budgétaires où des économies ont été obtenues. Il convient également de souligner que de nombreux travaux de modernisation technologique ont été réalisés à bas coût ou pour un coût nul.

En résumé, les résultats obtenus en 2011 ont dépassé les objectifs prévus. En effet, l'Institut a dûment fait face aux défis qui se sont présentés pendant l'année et il a su établir les bases stratégiques qui lui permettront d'affronter les nouveaux défis, grâce à une organisation plus solide, plus fiable et mieux intégrée dans « un seul IICA ». Néanmoins, il convient d'admettre qu'il existe encore des difficultés financières et que le travail n'est pas terminé. La principale tâche à parachever consiste à renforcer les opérations de l'IICA afin que celui-ci puisse offrir à ses pays membres des services de coopération technique complets, avec une plus grande valeur ajoutée en termes de savoir et d'innovation et avec l'appui d'une solide composante financière.

3.5 Obligation de rendre des comptes

L'Institut a établi les bases du système d'évaluation fondé sur le principe de la gestion axée sur les résultats, le suivi des actions de coopération technique et des mécanismes de coordination entre les différentes unités de travail.

La nouvelle culture d'auto-évaluation et de reddition de comptes a permis de définir des processus d'amélioration et de disposer d'une information à jour sur la fourniture des services et des produits et leur relation avec l'atteinte des objectifs stratégiques de l'IICA. Parmi ces processus, citons par exemple les évaluations réalisées au bureau de l'IICA en **Colombie**, au Centre de formation des chefs de file de l'agriculture du Continent, au Programme continental d'agriculture biologique et au Programme de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments, qui a déjà donné lieu à des expériences réussies et à des enseignements, ainsi que les méthodologies et les instruments élaborés pour évaluer les programmes continentaux et les stratégies IICA-pays.

Dans le cas particulier des projets financés par le Fonds compétitif de la Direction générale, l'Institut a défini des processus de planification, d'évaluation et de suivi et systématisé les enseignements tirés du concours 2011.

Annexe 1 : Principales réunions organisées par l'IICA en 2011

Réunions officielles

Nom officiel	Date	Lieu de la réunion	Lieu et date de la publication du rapport ou du compte rendu de la réunion
Réunion ordinaire 2011 de la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion	4 mai	IICA, San José, Costa Rica	San José, Costa Rica, mai: http://www.iica.int/Esp/infostitucional/ORGANOS/cceag/Paginas/Informes.aspx
Trente et unième réunion ordinaire du Comité exécutif	12-14 juillet	IICA, San José, Costa Rica	San José, Costa Rica, octobre: http://www.iica.int/Esp/infostitucional/ORGANOS/CE/Paginas/Informes.aspx
Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques et Seizième réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'agriculture	19-21 octobre	IICA, San José, Costa Rica	San José, Costa Rica, janvier 2012 http://www.iica.int/Esp/infostitucional/ORGANOS/jia/Paginas/Informes.aspx

Autres réunions

Nom officiel	Date	Lieu de la réunion	Lieu et date de la publication du rapport ou du compte rendu de la réunion
II ^e Symposium annuel pour faciliter la mise en place des assurances agricoles dans les Amériques	Février	OEA, salle <i>Padilha Vidal</i> , Washington, D.C., EU	Communiqués de presse, Washington, D.C., ÉU, février
Séminaire international : <i>Agricultura, Minería y Territorios Rurales: La Sinergia Indispensable</i>	Mars	Collège d'ingénieurs agronomes, Lima, Pérou	Lima, Pérou, 12 mars
Séminaire régional : <i>Bosques, Bioenergía y Ambiente: Innovaciones y Experiencias de Finlandia</i>	Mars	Hôtel Novotel, Lima, Pérou	Lima, Pérou, 12 mars
Séminaire sur la planification et le développement de l'INTA	Avril	IICA, San José, Costa Rica	San José, Costa Rica, juin
Journée des bibliothèques des secteurs de l'agriculture, des sciences vétérinaires, des forêts et des pêches	Avril	Centre des expositions de La Rural, Buenos Aires, Argentine	www.agro-bibliotecas.org.ar
Journées « <i>Agro en Foco</i> »	Avril-août	Rio Negro, Durazno, Tacuarembó et Soriano, Uruguay	Montevideo, Uruguay, novembre
Séminaire latino-américain sur la gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire	Mai	Hôtel Presidente Intercontinental, Guadalajara, Mexique	En préparation
Séminaire : <i>Realidad y Desafíos de la Agricultura: Contexto Internacional y Nacional sobre Producción y Destino de los Alimentos</i>	Juin	La Paz, Bolivie	La Paz, Bolivie
Journées thématiques sur les politiques publiques de développement territorial au Brésil	Juin et septembre	Brasilia, District fédéral, Brésil	http://www.iicaforumdrs.org.br/IICA2010/adm/adm/imagens/arquivos/Volume%2014%20Serie%20DRS.pdf http://www.iicaforumdrs.org.br/IICA2010/Index.asp?Pagina=Noticias_Mostar&Menu=Principal&ID_NOTICIA=19009
Festival annuel de la mangue	Juillet	Campus expérimental UWI, Mt. Hope, Trinité-et-Tobago	Trinité-et-Tobago
Prix nationaux pour le secteur agro-rural du Paraguay et présentation de l'Étude sur la ruralité et les territoires agraires du Paraguay	Juillet	Foire exposition internationale de l'élevage, de l'industrie, du commerce	Asunción, Paraguay, juillet

		et des services, Mariano Roque Alonso, Paraguay	
Ateliers : <i>La Sinergia entre los Saberes Científicos y Locales: Un Diálogo entre Técnicos Agropecuarios y Productores para Mejorar la Extensión e Investigación en Guatemala</i>	Août	Retalhuleu, Ixcán, Ipala et Sololá, Guatemala	Ciudad de Guatemala, août
Groupe de discussion : <i>Limitaciones y Oportunidades para el Uso de Fuentes de Energía no Convencionales y la Eficiencia Energética en Colombia</i>	Août	Bogotá, Colombie	Bulletin du bureau de l'IICA en Colombie, www.iica.int/colombia
Lancement du Programme de production de la province de Loja	Août	Loja, Équateur	Quito, Équateur
Forum virtuel sur le changement climatique et la gestion du risque agricole	Août	La Paz, Bolivie	En préparation
Séminaire sur la pauvreté rurale, le développement et les politiques publiques	Août	Brasilia, District fédéral, Brésil	En préparation
7 ^e cycle de conférences : <i>Políticas de Estado: El Agro en los Tiempos que Vienen – Estrategia para un Agro Inteligente</i>	Août-octobre	Salle de réunions, édifice du MERCOSUR, Montevideo, Uruguay	Montevideo, Uruguay, octobre
Forum : <i>Adaptación de la Agricultura al Cambio Climático</i>	Septembre	Hôtel Marriot, Tegucigalpa, Honduras	Tegucigalpa, Honduras, septembre
V ^e séminaire sur les politiques agroalimentaires : <i>La Innovación para el Logro de una Agricultura Competitiva, Sustentable e Inclusiva</i>	Septembre	Salon Pedro Mir, Université autonome de Saint-Domingue, République dominicaine	Saint-Domingue, République dominicaine, septembre
Séminaire-atelier international sur les bonnes pratiques agricoles du Mercosur	Septembre	Puerto Iguazú, Misiones, Argentine	En préparation
Atelier : <i>Institutional Strengthening of Caribbean Network of Rural Women Producers (CANROP) in Corporate Governance, Entrepreneurship and Organizational Leadership and Use of Social Media and Web 2.0 Tool</i>	Septembre	Hôtel Bay Gardens, Rodney Bay, Sainte-Lucie	Bureau à Sainte-Lucie
Atelier sur l'agrotourisme	Septembre	Hôtel Hilton, Barbade	Octobre
Atelier régional et lancement du Projet d'articulation sociale et productive grâce à l'agrotourisme dans les territoires ruraux de la région andine	Septembre	Machala, Équateur	Lima, Pérou, 15 septembre
Ateliers régionaux sur l'identification des ravageurs et la quarantaine végétale	Septembre / octobre	St. George's University, Grenade / UWI, St. Augustine, Trinité-et-Tobago	Septembre et octobre
Forum bilatéral Argentine-Paraguay sur l'ajout de valeur dans la production agricole	Octobre	Formosa, Argentine	Asunción, Paraguay, novembre
Forum : <i>Experiencia Brasileña en Políticas Públicas de Desarrollo Rural Territorial: Avances y Desafíos</i>	Octobre	Bureau de l'IICA, Caracas, Venezuela	Caracas, Venezuela, 24 octobre
Atelier : <i>Estrategias para la Valorización y Articulación Turística en el Valle Alto de Cochabamba, Bolivia</i>	Novembre	Punata, Cochabamba, Bolivie	Novembre
Forum national sur l'agriculture biologique	Novembre	George Price Centre for Peace and Development, Belmopán, Belize	Belmopán, Belize, novembre
VI ^e Journée de l'IICA : L'impact des jeunes et de l'innovation dans l'agriculture dans la région ALC	Novembre	Salon des Amériques, OEA, Washington, D.C., ÉU	Communiqués de presse, Washington, D.C., ÉU, novembre
Salon national des technologies du maïs et du haricot	Décembre	Parc Sébaco, Matagalpa, Nicaragua	Bulletin du réseau SICTA, décembre

Annexe 2 :

RENCONTRE DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE DES AMÉRIQUES 2011 "Semer l'innovation pour récolter la prospérité"

DÉCLARATION DE SAN JOSÉ 2011

1. Nous, ministres et secrétaires de l'Agriculture des Amériques, réunis à San José (Costa Rica) du 19 au 21 octobre 2011, dans le but de dialoguer et d'endosser des engagements visant à progresser vers la sécurité alimentaire, le bien-être rural et le développement d'une agriculture compétitive, durable et inclusive et en adéquation avec les défis et axes thématiques adoptés pour le Sixième Sommet des Amériques "*Connecter les Amériques: partenaires pour la prospérité*", Colombie 2012.
2. Nous croyons que l'innovation agricole est un catalyseur pour la croissance et le progrès. Nous sommes convaincus qu'il est vital d'encourager l'innovation pour accroître et intensifier la production et la productivité, pour augmenter les revenus, pour réduire la pauvreté et les inégalités, pour réduire les effets néfastes du secteur agroalimentaire sur l'environnement, pour mieux réagir aux désastres naturels, pour assurer un meilleur accès aux nouvelles technologies, pour nous adapter aux changements climatiques et, par conséquent, pour garantir la sécurité alimentaire et améliorer la qualité de vie de tous nos concitoyens.
3. Nous reconnaissons que l'innovation doit comprendre des bonnes pratiques et des nouvelles technologies; des produits sains et à l'innocuité éprouvée; une meilleure infrastructure pour assurer la production et la commercialisation; le transfert de technologies; l'échange des connaissances au sein des chaînes de valeur; des services de formation et de perfectionnement, l'accès au crédit et enfin, des politiques et un cadre juridique fondés sur la science, appuyant l'innovation.
4. Conscients que nous ne réussirons à relever les défis actuels et à nous préparer à l'avenir que si nous encourageons l'innovation agricole dans le Continent américain, pour atteindre la sécurité alimentaire et préserver les ressources naturelles dans une conjoncture caractérisée par une hausse de la demande, par des changements climatiques, par les coûts élevés des facteurs de production et par des ressources restreintes.

Nous réitérons que :

5. Le secteur agroalimentaire et le développement rural jouent un rôle fondamental dans le développement intégré de tous les pays de notre continent pour garantir la croissance économique et sociale des habitants des Amériques.
6. L'accès concret à l'innovation et au transfert de technologies est fondamental pour développer un secteur agroalimentaire durable, compétitif et inclusif.
7. Les processus d'innovation aideront le secteur agroalimentaire à relever les défis d'ordre économique et environnemental qui se présentent à lui et à le doter des outils qui lui permettront de se convertir en un axe de développement économique et social.
8. L'adoption de réglementations transparentes et de politiques publiques de promotion et d'appui à l'innovation en agriculture est primordiale pour faciliter le développement et l'utilisation de technologies et de pratiques agricoles novatrices et pour atteindre les objectifs de chacun de nos pays en matière de compétitivité et de croissance économique accompagnée d'intégration sociale.

9. L'application de normes et de mesures sanitaires et phytosanitaires, fondées sur la science, sans restreindre indûment le commerce national ou international, est fondamentale pour que les pays tirent profit d'un meilleur accès à des technologies agricoles novatrices.
10. Les initiatives régionales, continentales et mondiales en matière d'innovation sont un excellent complément aux efforts déployés par chacun de nos pays et seront donc priorisées dans l'action conjointe.
11. Le soutien des organismes régionaux et internationaux de coopération technique et de financement du développement agroalimentaire est essentiel à l'atteinte de nos objectifs communs pour aider au renforcement des filières nationales en matière d'innovation, fondées sur différents types de coopération.
12. L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) est un véritable chef de file en matière de soutien à l'innovation, pour le développement compétitif et durable de l'agriculture des Amériques et l'amélioration de la vie rurale, par le biais de la coopération technique et l'accès à ses réseaux d'experts, la dissémination et la diffusion des connaissances spécialisées, la mise en place des projets et le travail avec ses États membres.

Par conséquent, nous prions instamment :

13. Les chefs d'État et de gouvernement, les institutions internationales de financement et de coopération ainsi que les organisations des secteurs public et privé de renforcer les cadres institutionnels en matière d'innovation et d'augmenter les investissements et le financement consacrés à l'innovation agroalimentaire et ce, de façon soutenue, prévisible et mesurable.
14. Les organisations internationales à l'œuvre sur le continent américain, les agences nationales de coopération internationale, les gouvernements nationaux, les centres de recherche et les mécanismes régionaux de recherche et d'innovation agroalimentaire, de coopérer entre eux, au nom des pays, et d'élaborer une stratégie régionale de promotion de l'innovation, du transfert de technologies et d'accès équitable aux technologies et à l'innovation;

Nous nous engageons à :

15. Promouvoir, avec le soutien des institutions publiques et privées, une meilleure intégration de la recherche et du développement de connaissances et de technologies pour le secteur agroalimentaire dans les filières nationales d'innovation ainsi que l'accès équitable des producteurs à petite échelle aux nouvelles technologies et à des compétences spécialisées.
16. Adopter des politiques publiques d'innovation pour le secteur agroalimentaire et renforcer la création et l'amélioration des organisations publiques et privées ayant la responsabilité de ce thème en stimulant leur participation efficace et engagée.
17. Élaborer des stratégies nationales pour la création, la diffusion et l'utilisation de l'innovation, incluant l'agrobiotechnologie, la nanotechnologie et les technologies d'information et de communication, conformément aux politiques de chaque pays, qui soutiennent et guident les efforts des gouvernements pour que le secteur agroalimentaire soit plus compétitif, tout en préservant les ressources naturelles et en faisant la promotion de l'intégration sociale, de la valeur ajoutée au pays d'origine et le complet développement de la capacité productive.

18. Promouvoir les innovations par l'application stricte des analyses scientifiques du risque, par des mesures sanitaires et phytosanitaires ainsi que par des normes techniques afin de donner aux pays un meilleur accès aux marchés agroalimentaires.
19. Établir des conditions et des mécanismes favorables à la promotion d'une culture de l'innovation s'appuyant sur la formation de partenariats stratégiques et la collaboration entre institutions publiques et privées, aux niveaux national et international pour développer le transfert et la mise en œuvre de technologies et de pratiques agricoles novatrices orientées vers la productivité et la durabilité du secteur agroalimentaire.
20. Renforcer les systèmes de surveillance et d'alerte rapide en matière de sécurité alimentaire et améliorer la disponibilité d'une information sur les marchés qui soit opportune et fiable et qui contribue à la transparence des marchés et à la recherche de débouchés commerciaux pour nos produits agroalimentaires.
21. Appuyer le travail de l'Organisation de l'information sur les marchés des Amériques (OIMA) et resserrer la collaboration entre les États membres en matière d'information pour trouver des façons innovatrices de recueillir, de traiter, d'analyser et de diffuser l'information sur les marchés et les produits agroalimentaires pour favoriser la transparence et l'efficacité des marchés.
22. Favoriser l'investissement direct et soutenu en vue d'encourager l'acquisition de nouvelles connaissances et de renforcer les systèmes de vulgarisation pour assurer la dissémination de ce nouveau savoir, à partir de méthodes innovatrices.
23. Appuyer les innovations technologiques et institutionnelles qui (i) facilitent une plus grande intégration du secteur agroalimentaire (y compris la production à petite échelle) aux chaînes de valeur, (ii) renforcent les liens entre les secteurs traditionnels agroalimentaires et les secteurs "axés sur les connaissances", (iii) renforcent la base technologique pour entreprendre des activités compétitives et (iv) favorisent l'intégration sociale rurale.
24. Rendre possible l'innovation, notamment les technologies de gestion de l'eau et des sols, la biotechnologie et autres facteurs qui améliorent la résistance des systèmes de production agroalimentaire aux événements climatiques adverses.
25. Stimuler l'innovation dans différents types d'agroénergie contribuant à la diversification de la matrice énergétique ainsi qu'à la réduction des dommages à l'environnement.
26. Promouvoir l'innovation en matière de gestion des risques climatiques, favoriser les initiatives nationales, régionales et continentales et faciliter l'identification et la diffusion des bonnes pratiques qui réduisent la vulnérabilité du secteur agroalimentaire et du milieu rural.
27. Investir dans l'amélioration des capacités et des habiletés pertinentes de nos ressources humaines pour favoriser la recherche et l'innovation et promouvoir l'entrepreneuriat agroalimentaire.
28. Soutenir les efforts de l'IICA qui œuvre, conjointement avec les pays membres, à encourager l'innovation dans le secteur agroalimentaire en accord avec la présente Déclaration.

Signé dans la ville de San José, Costa Rica, le vingt et un octobre de l'an deux mille onze.

Annexe 3 : Projets continentaux exécutés sous l'égide de l'IICA au siège de l'Institut

Programme « Innovation pour la productivité et la compétitivité »

- Biotechnologie et biosécurité
- Renforcement et mise en place des systèmes nationaux d'innovation technologique agroalimentaire dans la région ALC
- Gestion du savoir, information et TIC pour l'innovation technologique agricole
- Promotion de l'agriculture biologique
- Réforme et repositionnement du système continental et régional d'innovation technologique

Programme « Agroentreprises et commercialisation »

- Promotion d'instruments de politique et des bonnes pratiques pour appuyer l'ajout de valeur dans les produits d'origine agricole et leur rétention dans les territoires ruraux
- Amélioration de la compétitivité des agroentreprises et de la transparence des marchés dans la région de la CARICOM
- Renforcement du système institutionnel pour le renforcement des compétences en organisation et gestion d'agroentreprises dans les Amériques

Programme « Protection sanitaire agricole et innocuité des aliments »

- Analyse de risque
- Assistance face aux problèmes émergents et aux situations d'urgence
- Innocuité des aliments
- Renforcement des capacités nationales pour la mise en œuvre appropriée de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC
- Protection sanitaire agricole et innocuité des aliments en appui aux bureaux de l'IICA dans ses pays membres

Programme « Agriculture, territoires ruraux et bien-être rural »

- Renforcement des politiques publiques en matière de gestion territoriale
- Renforcement de la gestion institutionnelle pour l'agriculture familiale (AF)
- Agriculture, territoires et bien-être rural en appui aux bureaux de l'IICA dans ses pays membres

Programme « Agriculture et sécurité alimentaire »

- Contribution de l'agriculture à la sécurité alimentaire

Programme « Agriculture, gestion des ressources naturelles et changement climatique »

- Modernisation du système institutionnel et création de capacités dans le secteur agricole
- Promotion de l'agriculture respectueuse de l'environnement
- Agriculture, gestion des ressources naturelles et changement climatique en appui aux bureaux de l'IICA dans ses pays membres

Annexe 4 : Projets multinationaux de coopération technique exécutés avec des ressources du Fonds compétitif de la Direction générale

Programme « Innovation pour la productivité et la compétitivité »

- Augmentation de la valeur ajoutée du traitement des racines et tubercules dans les Caraïbes, grâce au transfert de technologies appropriées
- Renforcement du système institutionnel de l’IPTA au Paraguay et de l’INIAF en Bolivie
- Établissement des bases techniques et institutionnelles pour promouvoir le développement d’une industrie de semences de qualité pour les petits producteurs, phase préparatoire (Colombie, Équateur, Pérou et siège de l’Institut)
- Élaboration d’une stratégie pour faciliter l’accès aux TIC et renforcer leur utilisation et leur impact dans les systèmes institutionnels publics pour l’agriculture du Paraguay, du Pérou et du Brésil

Programme « Agroentreprises et commercialisation »

- Amélioration des capacités des pays pour les aider à mieux profiter des accords commerciaux et à accroître la compétitivité du secteur agricole (Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et siège de l’Institut)
- Renforcement institutionnel pour la conception et la mise en œuvre des assurances agricoles et d’autres instruments de gestion des risques (Brésil, États-Unis et Uruguay)
- Amélioration de la compétitivité du sous-secteur des petits ruminants, grâce à la mise en place de normes de mesure et à une meilleure compréhension des marchés (Barbade, Jamaïque et Trinité-et-Tobago)
- Mise au point et validation d’instruments d’appui à des initiatives de préparation et d’accompagnement de producteurs et agroentrepreneurs pour les aider à remplir les nouvelles exigences d’accès au marché des États-Unis (El Salvador, Bureau de Miami, Pérou et République dominicaine)

Programme « Protection sanitaire agricole et innocuité des aliments »

- Programme d’appui au contrôle et à l’éradication de la mouche du fruit de la carambole (Brésil, Guyana, Suriname et PROCITROPICOS)

Programme « Agriculture, territoires et bien-être rural »

- Gestion sociale des territoires ruraux – Coopération horizontale entre les représentations de l’IICA au Brésil et en Uruguay, y compris l’appui aux bureaux en Équateur et au Paraguay, dans le contexte de l’internalisation du Forum permanent du développement rural durable
- Développement territorial avec application du principe du Système agroalimentaire localisé (SIAL) (Argentine, Costa Rica, Équateur et Mexique)

Programme « Agriculture et sécurité alimentaire »

- Estimation de la contribution de la production animale au revenu et à la sécurité alimentaire des producteurs à petite échelle dans les pays de la région ALC (Haïti, Mexique, Bureau de Miami, République dominicaine et Uruguay)

- Instruments pour établir des synergies entre l'agriculture et l'exploitation minière dans les territoires ruraux de pays de la région andine
- Stratégies de vulgarisation : les agriculteurs familiaux et leur adaptation au changement climatique dans des territoires choisis du Cône Sud (Argentine, Chili et Uruguay)
- Évaluation des risques climatiques et adaptation au changement climatique dans l'agriculture du MERCOSUR
- Adaptation du café au changement climatique dans la région du PROMECAFE
- Biens publics et création de synergies agriculture-environnement qui contribueront au renforcement institutionnel public et privé, et leur contribution à la réussite du processus national d'adaptation de l'agriculture au changement climatique (Costa Rica, Équateur, Mexique, République dominicaine, siège de l'Institut et Uruguay)

Sigles et acronymes

ACDI	Agence canadienne de développement international
AECID	Agence espagnole pour la coopération internationale
ALC	Amérique latine et Caraïbes
APHIS	Service d'inspection sanitaire des animaux et des végétaux (USDA)
ARP	Association rurale du Paraguay
AusAID	Agence australienne pour le développement international
BID	Banque interaméricaine de développement
BPA	Bonnes pratiques agricoles
CAC	Conseil agricole centraméricain
CARDI	Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CATIE	Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement
CCSQG	Commission consultative spéciale sur les questions de gestion (IICA)
CE	Comité exécutif (IICA)
CEPALC	Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CRDI	Centre de Recherches pour le Développement International
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CIAT	Centre international d'agriculture tropicale
CIPV	Convention internationale pour la protection des végétaux
CONACYT	Conseil national de la science et de la technologie (Mexique)
CRV	Comité de révision de la vérification (IICA)
ECADERT	Stratégie centraméricaine de développement rural territorial
EMBRAPA	Entreprise brésilienne de recherche agricole
ERAS	Stratégie régionale en matière d'agroenvironnement et de santé (Mésoamérique)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCIL	Fonds canadien d'initiatives locales
FIDA	Fonds international de développement agricole
FDA	Agence fédérale des produits alimentaires et médicamenteux (États-Unis)
FOMILENIO	Fonds du Millénaire (El Salvador)
FORAGRO	Forum régional de recherche agricole et de développement technologique
GS	Gestion du savoir
GRIC	Groupe de suivi des Sommets
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
IILA	Institut italo-latino-américain
INIA	Institut national d'innovation agraire (Pérou)
INIA	Institut national de recherche agricole (Uruguay)
INIAF	Institut national d'innovation agricole et forestière (Bolivie)
INNOVAGRO	Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire
INTA	Institut national d'innovation et de transfert de technologie agricole (Costa Rica)
INTA	Institut de nutrition et de technologies alimentaires (Chili)
IPTA	Institut paraguayen de technologie agricole (Paraguay)
JIA	Conseil interaméricain de l'agriculture
MAG	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Costa Rica, Paraguay)
MAGA	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation (Guatemala)
MAGyP	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Pêches (Argentine)

MIDA	Ministère du Développement agricole (Panama)
MSP	Mesures sanitaires et phytosanitaires
OEA	Organisation des États Américains
OECE	Organisation des États de la Caraïbe orientale
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OIMA	Organisation de l'information sur les marchés des Amériques
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
PAF	Plan d'agriculture familiale (El Salvador)
PAM	Programme alimentaire mondial (ONU)
PMT	Plan à moyen terme (IICA)
PROCIANDINO	Programme coopératif de recherche et de transfert de technologie agricole pour la région andine
PROCINORTE	Programme coopératif de recherche et de transfert de technologie agricole pour la région Nord
PROCISUR	Programme coopératif de recherche pour le développement technologique agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud
PROCITROPICOS	Programme coopératif de recherche, de développement et d'innovation agricoles pour la région des tropiques sud-américains.
PROMECAFÉ	Programme coopératif régional pour le développement technologique et la modernisation de la caféiculture
PROSAP	Programme de services agricoles provinciaux (Argentina)
PSAIA	Protection sanitaire agricole et innocuité des aliments
REDSIAL	Réseau de recherche sur les systèmes agroalimentaires localisés
RUTA	Unité régionale d'assistance technique
SA	Sécurité alimentaire
SAGARPA	Secrétariat à l'Agriculture, à l'Élevage, au Développement rural, aux Pêches et à l'Alimentation (Mexique)
SAGyP	Secrétariat à l'Agriculture, élevage et pêche (Argentina)
SAP	Système automatisé de gestion financière (IICA)
SENACSA	Service national de qualité et de santé animale (Paraguay)
SIAL	Système agroalimentaire localisé
SICTA	Système d'intégration centraméricaine de technologie agricole
SIDALC	Système d'information et de documentation agricoles des Amériques
SIDEA	Système intégré de vulgarisation agricole (Panama)
SNIA	Systèmes nationaux d'innovation agricole
SNITA	Sous-système national de recherche, de transfert de technologie et d'innovation agricole (Guatemala)
SRA	Secrétariat à la réforme agraire (Mexique)
STDF	Fonds pour l'application de normes et le développement du commerce
TIC	Technologies de l'information et des communications
UE	Union européenne
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USDA	Ministère de l'Agriculture des États-Unis



Institut Interaméricain de Coopération pour L'agriculture
SIÈGE / Boîte Postale 55-2200 San José, Vázquez de Coronado,
San Isidro 11101, Costa Rica
Tel.: (506) 2216-0222 / Fax: (506) 2216-0233
Adresse électronique: lica_hq@lica.ac.cr
Site web: www.lica.int